

# **l'Anti**capitaliste

n°443 | 20 septembre 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS  
NE SONT PAS UNE FATALITÉ**



**STOPPONS LA CASSE SOCIALE**

**INTERDISONNS LES  
LICENCIEMENTS**

## **Dossier**

**Pour une liberté de  
circulation et d'installation  
inconditionnelle**

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

Traverser la rue ou prendre la rue?  
Page 2

## **ACTU POLITIQUE**

Europe. Progressistes contre  
populistes: encore un mensonge  
macronien Page 4



## **ACTU INTERNATIONALE**

Venezuela: la population  
contre tous ses ennemis  
Page 5

## **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Édouard Louis  
Page 12



Par JULIEN SALINGUE

## Traverser la rue ou prendre la rue ?

« *J*e traverse la rue, je vous trouve un travail ». C'est ainsi qu'Emmanuel Macron s'est adressé à un jeune diplômé actuellement au chômage, lors des journées européennes du patrimoine, le 15 septembre. Nombreux sont celles et ceux qui se sont, à juste titre, élevés contre cette énième déclaration arrogante, après celles sur les « illettrés » de Gad, les « gens qui ne sont rien », les « fainéants », ceux qui « foutent le bordel », etc.

Il va de soi que cette nouvelle saillie du président des riches méritait d'être relevée... et critiquée. Mais alors que les spécialistes de la communication politique s'interrogent une fois de plus sur la « stratégie » de Macron, cette nouvelle injure, cette fois contre les chômeurEs, doit être prise pour ce qu'elle est fondamentalement : l'expression d'un mépris de classe assumé de la part d'un président qui, s'il s'inscrit dans une continuité politique avec ses prédécesseurs, n'en est pas moins l'incarnation d'une « nouvelle génération » pour laquelle on fait de la politique comme on monte une start-up, ce qui témoigne d'une singulière vision du monde...

Les « dérapages » de Macron n'en sont pas, et l'intérêt de savoir à quel point ce type de déclaration est le produit d'une stratégie délibérée de communication est pour le moins limité. Ce qui compte est bel et bien ce que donne à voir la Macronie, dans ses calculs comme dans sa spontanéité : un mépris pour les pauvres, les chômeurEs, les fonctionnaires, les syndicalistes, les salariéEs en général, doublé d'une éthique qui rend comptable chaque individu de la situation dans laquelle il se trouve, indépendamment des rapports sociaux de domination et d'exploitation. Mais ce que donnent aussi à voir Macron et les siens, c'est à quel point cette petite clique de start-upeurs est coupée des réalités économiques et sociales, y compris celles à propos desquelles ils donnent d'arrogantes leçons : nombre de journalistes ont ainsi pris au mot le président et ont « traversé la rue », pour finalement constater qu'aucun des bars et restaurants du quartier dans lequel Macron faisait le beau n'était disposé à recruter qui que ce soit...

Cette anecdote sonne comme un rappel : la politique du gouvernement est destructrice, et ne porte en elle aucun espoir, pas même le moindre signe d'une amélioration même très partielle de la situation économique et sociale. Gageons que le pouvoir l'apprendra assez vite à ses dépens : traverser la rue ne servira à rien aux millions d'opprimés et d'exploités du pays mais, pour se débarrasser de Macron et de ses politiques, prendre la rue demeure l'objectif, et la clé.

## BIEN DIT

« Je vois beaucoup de gens pleurer dans la salle, je ne voulais pas vous faire pleurer. Dites-vous que nous ne sommes pas des victimes mais des artisans de la liberté. »

AHED TAMIMI, l'Humanité.fr, 17 septembre 2018.  
NB : Ahed a finalement pu se rendre à la fête de l'Humanité, Israël ayant reculé sur l'interdiction qui lui avait été faite de quitter les territoires occupés.

# À la Une

LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS NE SONT PAS UNE FATALITÉ

# Stoppons la casse sociale, interdisons les licenciements

Samedi 22 septembre, les salariéEs de Ford Blanquefort et leurs organisations CGT et CFTC appellent à manifester pour sauver leurs 872 emplois, ainsi que les 3 000 emplois de la région induits par la présence de l'usine...

Cette manifestation s'inscrit dans la continuité de la lutte menée par les travailleurEs de cette usine depuis 10 ans maintenant, des grèves et mobilisations locales qui ont déjà empêché la fermeture de l'entreprise en 2008-2009. Aujourd'hui, la multinationale n'a pas plus qu'hier la moindre légitimité à fermer la moindre usine, d'autant qu'elle a déclaré 7 milliards de profits pour 2017. Dans le même temps, les salariéEs ont fait les comptes : rien que pour la période 2013-2018, Ford Blanquefort a touché environ 50 millions d'aides publiques, ce qui représente près de 850 euros par mois pour chaque salariéE !

### Arrêter le hold-up

C'est ce qui fait de cette lutte un symbole, un point de convergence pour les salariéEs menacés de licenciement et condamnés à la précarité. En effet, toutes les entreprises qui licencient actuellement sont des entreprises qui ont encaissé, au total, des milliards de fonds publics, d'abord via les exonérations en tout genre accumulées par les gouvernements successifs : exonérations de cotisations, patronales puis salariales, CICE, dispositifs d'aides à l'embauche le plus souvent précaire... Elles ont aussi bénéficié de cadeaux directs des collectivités, tout cela au nom du maintien de l'emploi !

Ce véritable hold-up de l'argent public donne le droit à la population et aux salariéEs d'exiger des comptes et de tout faire pour maintenir les emplois, en contestant aux actionnaires le droit de décider de la vie de milliers de personnes et



de leurs familles du simple fait de leurs titres de propriété.

### Public, privé, même combat !

Sans la détermination des salariéEs et de la population, il n'y aura pas de répit aux licenciements. Pendant des années, les patrons ont licencié et fermé des entreprises pour « délocaliser » le travail dans des pays où l'exploitation des salariéEs était plus rentable. Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de mettre de la même manière les travailleuses et les travailleuses en concurrence d'un bout à l'autre de la planète, mais de leur opposer la « modernisation » et les « restructurations »... Ainsi, des entreprises de commerce – non délocalisables – comme Carrefour, New Look ou SoLocal (Pages Jaunes) ont licencié ces derniers mois des milliers de salariéEs avec, pour solde de tout compte, la brutalité des moyens que leur offrent les lois Macron (1 et 2) et, comme unique horizon, le chômage

et la précarité, ou des pensions de retraite au rabais. Les principales banques françaises, qui ont déjà supprimé 4 000 emplois en 2017, envisagent des milliers de fermetures d'agences (900 rien que pour la BNP Paribas, la BPCE et la Société générale), ce qui fait peser la menace sur des dizaines de milliers d'emplois. Les Chambres de commerce et d'industrie, structures qui vivent entre autre de subventions publiques en baisse, envisagent 8 000 suppressions d'emploi (400 sur 950 emplois rien que pour celles de la région Grand Est).

Aucun secteur n'est à l'abri : le privé bien entendu, mais aussi les services publics. Les annonces de suppressions d'emploi se succèdent à la SNCF, dans l'éducation nationale, dans les finances publiques... Car Macron et ses sbires rêvent de gérer ce qui reste des services publics comme des entreprises privées, qui ne connaissent comme seule règle que l'analyse

de l'évolution du taux de profit distribué aux actionnaires.

### Reconstruire le « Tous ensemble »

Dans un tel tableau, il est donc écœurant de proposer, comme Macron déli(v)rant ses conseils aux chômeurs, de simplement « traverser la rue » pour trouver un travail ! Ce qui est juste, comme l'écrivent les salariéEs de Ford, c'est que « la meilleure manière de trouver un emploi, c'est de conserver celui qu'on a » !

C'est pour cela qu'elles et ils manifestent samedi, avec leurs familles, mais aussi avec des délégations de salariéEs en lutte de différents secteurs, ainsi que des représentantEs d'organisations syndicales et politiques. C'est aussi pour cela que, le mardi 9 octobre, à l'appel de la CGT, FO, Solidaires, des organisations de retraitésEs, d'étudiantEs et de lycéenEs, nous serons le plus massivement possible en grève et dans la rue.

Avec la détermination à faire de ces journées des jalons dans la construction d'un mouvement « Tous ensemble » qui regroupe les forces de toutes celles et ceux qui veulent imposer des revendications vitales : l'arrêt des licenciements et des suppressions de postes ; le partage du temps de travail ; l'augmentation des salaires et des pensions de retraite ; la création de l'allocation d'autonomie pour les jeunes (afin de faire disparaître la concurrence entre salariéEs et entre générations) ; le contrôle sur les comptes des entreprises et l'expropriation des actionnaires qui refusent ce contrôle.

Cathy Billard

## SUPPRESSIONS DE POSTES

# La fonction publique toujours dans le viseur de la start-up Macron

Parmi les victimes de l'austérité et des économies budgétaires (voir ci-contre), la fonction publique est en première ligne. Le 16 septembre, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer annonçait 1 800 suppressions de postes dans l'éducation. Une annonce qui s'ajoute à la longue liste des hécatombes annoncées dans les services publics, alors que chacunE peut constater au quotidien que c'est bien leur extension qui est aujourd'hui une urgence.

Durant sa campagne électorale, Emmanuel Macron avait annoncé son objectif de « 120 000 suppressions de postes dans la fonction publique d'ici à 2022 ». Plus précisément, il s'agit de liquider 50 000 emplois dans la fonction publique d'État et 70 000 dans les collectivités

territoriales. Des objectifs récemment confirmés par le gouvernement, notamment par la voix d'Édouard Philippe, et plus récemment d'Olivier Dussopt, secrétaire d'État en charge de la Fonction publique et des Collectivités locales, dans une interview aux Échos le 9 septembre.

### « L'amélioration de la qualité du service public » ?

Ce dernier, ex porte-parole de Manuel Valls lors de la « primaire de gauche » maîtrise à merveille la rhétorique technocratique de la Macronie : « Il faut d'abord travailler sur la façon de moderniser les services publics et de gagner en productivité. Ce n'est qu'à

partir de là que l'on peut supprimer des emplois, tout en conservant un objectif : l'amélioration de la qualité du service public rendu aux usagers. La mise en œuvre des réformes étant progressive, plus nous allons avancer, et plus des marges de réduction des effectifs se dégageront. » Comprendre : nous allons améliorer la qualité du service public en supprimant des dizaines de milliers de postes. Implacable logique. Et de marcher dans les pas d'Édouard Philippe qui, à la fin du mois d'août, dans une interview au JDD qui ressemblait à une déclaration de guerre contre – entre autres – les fonctionnaires et les usagerEs, confirmait que l'objectif des 120 000 suppressions demeurait d'actualité et qu'il fallait s'attendre à une « montée en puissance » après les 4 500 suppressions de postes dans la fonction publique d'État en 2019 : « La réduction du nombre de fonctionnaires n'est pas

# Un monde à changer

**LA FRANCE ET LES DESPOTES.** En 2006, dans un livre récemment cité par *Mediapart*, *le Devoir de vérité*, un important dirigeant politique français dénonçait « ces royaumes, ces émirats, ces régimes totalement corrompus et aucunement démocratiques, auxquels nous vendons des armements dont nos présidents se font les représentants de commerce, tandis que le statut de la femme se limite à l'arrivée de rares élues aux chambres de commerce de Riyad ou de Djeddah ». Ce dirigeant est... François Hollande qui, élu président, s'est transformé en représentant de commerce de l'armement français : avec lui, les ventes d'armes à l'Arabie saoudite sont passées de 400 millions d'euros en 2013 à 600 millions en 2015 et à... 1 milliard en 2016. En 2017, les ventes d'armes françaises aux Saoudiens ont atteint 1,6 milliard d'euros. Avec Macron, tout est toléré de la part du royaume saoudien. Non seulement un régime intérieur dictatorial et obscurantiste, malgré quelques réformes cosmétiques, mais aussi une aventure militaire extérieure, au Yémen, meurtrière et menée avec des armes françaises. Les autorités françaises nient que ces

armes aient été utilisées contre les civils. Les ONG dénoncent ce mensonge : « Contrairement aux dénégations ministérielles, des armes et équipements militaires français semblent bien utilisés au Yémen, au service d'une coalition qui perpétue des crimes de guerre » a écrit ainsi Tony Fortin, chargé d'études à l'Obsarm (Observatoire des armements) dans *le Monde*. Aymeric Ellui, d'Amnesty International France, précise : « Il est possible que la France ait fourni des pods de désignation laser à l'Arabie saoudite après le début du conflit en 2015. Ces instruments, qui équipent les avions de chasse, permettent de guider des bombes laser ; or on sait que des bombes à guidage laser ont été utilisées par les Saoudiens et les Emiratis pour effectuer des bombardements, sur des positions civiles notamment. » En dehors des annonces parfois claironnées à l'occasion des visites présidentielles, ces transactions se déroulent dans une opacité qui touche même les députés français. Et il est peu probable que cela change : Sylvain Fort, le nouveau chef du pôle « communications » de l'Élysée, dirigeait auparavant un cabinet de communication rémunéré par les Saoudiens pour améliorer l'image du royaume en France !

## BUDGET 2019 **Macron, Robin des bois à l'envers**

*Les documents budgétaires pour 2019 (budget de l'État et loi de financement de la Sécurité sociale) se préparent dans un contexte économique médiocre. Raison de plus, du côté du pouvoir, pour donner encore plus aux patrons et aux riches et taper sur les autres.*

Le gouvernement tablait au départ sur une croissance de l'économie de 2% en 2018 et 1,9% en 2019. En raison du ralentissement du premier semestre, il a dû réviser ses prévisions à 1,7% pour chacune des deux années (et tout récemment la Banque de France a annoncé s'attendre plutôt à 1,6% pour 2018).

**Échec économique pour Macron**  
C'est clairement un échec pour la politique économique de Macron. Selon lui, moins d'impôt (sur les entreprises et les riches) et moins de contraintes (pour le patronat), c'est plus d'investissement, donc plus de croissance et d'emplois. Au 1<sup>er</sup> janvier 2018 sont entrées en vigueur les mesures de baisse de l'impôt sur le capital et les ordonnances sur le code du travail. Tout était théoriquement en place pour renforcer la croissance et la compétitivité, en favorisant l'investissement supposément découragé par la fiscalité du capital et la « rigidité » du marché du travail. En fait, la croissance a freiné



WIKIMEDIA COMMONS

brutalement au cours du premier semestre 2018. Ce ralentissement s'explique largement par le coup d'arrêt de la consommation des ménages, causé par les mesures de taxation du tabac et de l'essence, et par la hausse de la CSG. Globalement, les choix gouvernementaux ont contribué au net ralentissement de l'économie française en ce début d'année 2018. Moins de croissance, c'est moins de rentrées fiscales ; le déficit devrait donc rester stable, aux alentours

de 2,6% du PIB (comme en 2017) contre les 2,3% prévu.

### On prend les mêmes...

En 2019, ce déficit devrait remonter. La décision de transformer le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en baisse des cotisations sociales patronales va coûter un « pognon de dingue ». Le gouvernement a décidé de mettre en place cette baisse de cotisations dès le 1<sup>er</sup> janvier 2019, alors que, en 2019, l'État devra aussi payer le CICE au titre de 2018. Cela

entraîne un coût supplémentaire de près de 20 milliards d'euros en plus du coût « habituel » du CICE qui est quasiment équivalent. C'est un nouveau cadeau offert aux entreprises, qui bénéficieront aussi de la poursuite de la baisse de l'impôt sur les sociétés. Des sommes qui n'ont rien à voir avec le « plan pauvreté » : 8 milliards sur 4 ans, soit par an 20 fois moins que les 40 milliards des entreprises en 2019. Comme il faut bien trouver de l'argent quelque part, Édouard Philippe a annoncé que les prestations sociales et les retraites – à l'exception des minima sociaux qui y échapperaient – progresseront de 0,3% par an. Or l'inflation est repartie : la valeur réelle des prestations devraient reculer de plus de 1% en 2019 (1,2% si la hausse des prix est de 1,5%). Et cela touchera même les plus faibles retraites et s'ajoutera à la hausse de la CSG sur les retraites en 2018 ! Pour le reste, il va y avoir des économies tous azimuts, dont les 1800 suppressions de postes dans l'éducation donnent un premier aperçu, et sur lesquelles le gouvernement est en train de phosphorer. Macron confirme bien sa stature de Robin des bois à l'envers : prendre aux pauvres, donner aux riches !  
**Henri Wilno**

le fondement mais la conséquence d'une transformation de l'action publique qui monte en puissance au fil du temps. Je peux déjà vous dire qu'en 2020 le chiffre sera supérieur à 10 000. » Comprendre : le pire est encore à venir.

### Un projet de société

Étonnamment (?), tous les secteurs de la fonction publique ne sont pas logés à la même enseigne, ce qu'indiquait déjà le rapport CAP 22 (voir *l'Anticapitaliste* n°440), qui préconise 30 milliards d'économie au moyen d'un véritable dynamitage de la fonction publique. Édouard Philippe ne s'en cache pas : « Il y aura par ailleurs des recrutements. Plus 2000 agents supplémentaires dans la police, la gendarmerie et à la DGSI, 1300 à la justice – parce qu'il s'agit de priorités. » Et tant pis pour les Finances publiques, l'Éducation nationale, l'audiovisuel public et

la culture en général... sans même parler de la fonction publique hospitalière et des collectivités locales, qui fonctionnent déjà à flux (très) tendu et dont on imagine mal comment elles vont pouvoir supprimer toujours plus de postes. Dans le même temps, le gouvernement prône « l'élargissement des recrutements de contractuels » (Olivier Dussopt), donc de personnels moins bien formés, moins bien protégés et moins bien payés, ainsi que le développement des « passerelles » et des « reconversions » vers le privé... Il y a donc bien évidemment une cohérence d'ensemble dans les projets destructeurs du gouvernement, qui ne sont pas uniquement motivés par des soucis d'économie, mais aussi par la mise en application d'une réelle vision du monde : une société dans laquelle le service public, le sens du collectif et les mécanismes de solidarité sont

### MACRON VEUT DES FONCTIONNAIRES MIEUX UTILISÉS



considérés comme des freins au développement de « l'ambition », de « l'esprit d'entreprise » et de la « responsabilité individuelle ». La « start-up nation » prônée par Macron n'est malheureusement pas juste un

slogan, mais bien un projet politique global, face auquel les résistances sont nécessaires, tout comme l'est la défense d'un projet de société alternatif.  
**J.S.**

## Le chiffre 55 euros

C'est le prix d'un « T-shirt blanc avec illustration "Champion du monde", qui célèbre la victoire de l'équipe de France par le Président de la République » (sic), vendu en ligne par la toute nouvelle « boutique de l'Élysée », dans laquelle on trouve également des T-shirts « Président » et « Première dame » (55 euros), des mugs, des porte-clés, etc. Après la « start-up nation », la start-up présidence...



## Agenda

**Vendredi 21 septembre, rencontre avec Jean-Marc Rouillon, Paris 12<sup>e</sup>.**

Autour de son livre *Dix ans d'Action directe*, à 18h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, métro Daumesnil.

**Samedi 22 septembre, manifestation contre la fermeture de l'usine Ford-Blanquefort, Bordeaux.**

À 14h, place de la République, à l'initiative des salariéEs de Ford.

**Mardi 25 septembre, rassemblement de soutien au peuple du Nicaragua, Paris.** À 18h30, ambassade du Nicaragua, 34, avenue Bugeaud, Paris 16 – métro Victor-Hugo (ligne 9).

**Mardi 9 octobre, manifestation interprofessionnelle contre la regression sociale.**

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

« Monsieur Benalla n'est pas un témoin utile. »

ALAIN RICHARD (sénateur LREM), à propos de la commission d'enquête parlementaire sur « l'affaire Benalla », France info, 17 septembre.

### **l'Anticapitaliste** l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## LA POSTE

## Une étape de plus dans le processus de privatisation

Fin août, Philippe Wahl, PDG de La Poste, annonçait aux organisations syndicales un rapprochement entre celle-ci et la Caisse nationale de prévoyance. Le lendemain, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, faisait la même annonce dans une interview donnée à Radio Classique. Le ballet entre dirigeants de La Poste et gouvernement est bien orchestré.

L'opération, qui relève du mecano financier, a pour conséquence la perte de l'actionnariat majoritaire de l'État dans l'entreprise. La Caisse nationale de prévoyance (CNP assurances) est jusqu'à aujourd'hui principalement détenue par la Caisse des dépôts et consignations (le bras armé financier de l'État). Le montage envisagé consiste en un transfert des 41% de la CNP détenus par la CDC vers La Poste, faisant mécaniquement grimper la CDC au capital de cette dernière, au point d'en devenir l'actionnaire majoritaire, en lieu et place de l'État. L'actuelle valorisation de La Poste est estimée à environ 5 milliards d'euros (3,7 milliards pour l'État, 1,25 milliard pour la CDC). Les parts de la CNP que la CDC apporte au capital représentent 6,5 milliards. Une affaire de gros sous donc.



DR

## Dégager toujours plus de profits

L'objectif de ses dirigeants est de positionner La Poste face à d'autres groupes, en France et ailleurs. La constitution d'une entité mêlant banque et assurance répond en partie à cet objectif. Côté colis, un autre secteur sur lequel La Poste est à l'offensive, les achats d'entreprises se sont multipliés à l'international ces dernières années, en Europe et maintenant en Amérique du Sud et en Asie. Des opérations non seulement potentiellement risquées, mais qui demandent des rentrées d'argent frais (le rachat d'une société européenne coûte par exemple l'équivalent des bénéfices de La Poste sur une année). Pour dégager des profits, l'actuel PDG, dans la droite ligne de ses prédécesseurs mais en accélérant la cadence, a opéré des coupes franches dans l'emploi. Conséquence, une dégradation brutale des conditions de travail, des suppressions de tournées, de bureaux de poste. Mais cela n'est pas suffisant, d'où l'opération en cours.

## Aucune amélioration du service à l'horizon

Il n'y a donc aucune chance que le rapprochement Poste/CNP modifie la tendance, bien au contraire. Si l'apport de la CNP augmente les fonds propres du groupe, c'est pour lui permettre d'emprunter plus, pour investir plus. Donc, pas d'augmentations de salaires ni de créations de postes ni d'amélioration du service public à l'horizon. Les discours de Wahl et Le Maire sur le « pôle financier public au service des territoires » relèvent de l'enfumage le plus grossier. Après la transformation de La Poste en société anonyme en 2010, il s'agit là d'un pas de plus vers la privatisation totale, quelle que soit sa forme. Il faudrait avoir la mémoire bien courte pour oublier ce qui s'est passé à France Télécom ou dans d'autres entreprises publiques. Par ailleurs non seulement la CNP est cotée en bourse (et le restera), mais la CDC, toute publique qu'elle est, demande des retours sur investissement conséquents.

Désengagement de l'État et grandes manœuvres capitalistiques, sur fond de concurrence exacerbée, constituent le fond de cette affaire dans laquelle ni les postiers ni la population n'ont quoi que ce soit à gagner.

Édouard Gautier

## EUROPE Progressistes contre populistes : encore un mensonge macronien

Dans la perspective des futures élections européennes, Macron se présente comme le chef d'un camp « progressiste » face aux nationalistes et aux populistes. Un clivage on ne peut plus trompeur.

Le 28 août à Milan, Orban (Premier ministre hongrois) et Salvini (ministre de l'Intérieur italien) se sont rencontrés. Orban a décerné à Macron le titre de « chef des partis promigrants » en Europe, et a déclaré : « Il y a actuellement deux camps en Europe. Macron est à la tête des forces politiques soutenant l'immigration. De l'autre côté, il y a nous... » Macron insiste lui aussi sur ce clivage et se présente comme le chef de file d'un « camp progressiste » face aux nationalistes et populistes.

En fait, s'il n'est pas question de sous-estimer le danger qu'ils représentent, Orban, Salvini, Le Pen... sont les « meilleurs ennemis » de Macron : ils lui permettent de tenter de redorer un blason défraîchi après un peu plus d'un an de présidence. Selon le chef de LREM, Christophe Castaner, le camp des progressistes aurait, en France, vocation à rassembler « de Cohn-Bendit à Juppé »... L'objectif est clair : tenter d'attirer des électeurs de gauche et siphonner la droite. Malgré les coups portés aux travailleurEs, Macron est en effet en difficulté : non seulement sa cote



Orban, Premier ministre hongrois, et Macron. DR

de popularité est au même niveau que celle de Hollande, mais les premiers sondages donnent à sa liste aux européennes environ 1/5 des suffrages, soit un score faible pour une majorité (et inférieur aux 24% de Macron au premier tour de la présidentielle).

## Orban et Salvini, « meilleurs ennemis » de Macron

Pourtant, la relance de l'Union européenne (UE) était présentée comme un des axes forts de sa présidence et, dès les premiers mois, il s'était activé en ce sens. Son objectif était de restaurer le couple franco-allemand comme moteur de l'UE, et de lui donner une impulsion dans un monde rendu de plus en plus incertain par la politique de Trump en avançant sur quelques dossiers : l'avenir de la zone euro, la taxation des géants

du numérique, et une position commune sur l'immigration. Macron avait ainsi réussi à négocier avec Angela Merkel, en juin dernier, un texte commun pour un futur minibudget (bien en deçà de ce que voulait Macron au départ) commun de la zone euro et des mesures sur l'immigration. Mais très vite, il s'est avéré que le budget ne suscitait pas un franc enthousiasme parmi les autres États-membres. Et sur la question des migrations, rien n'a avancé : l'Europe reste une forteresse, et les gouvernements hongrois et italien ont fait clairement comprendre qu'ils ne se sentaient en rien engagés. Enfin, des divergences sont apparues sur la taxation des multinationales du numérique. Notons que Merkel, soumise à la pression de la droite de sa coalition et de l'extrême droite, a une liberté d'initiative

plus restreinte et ne paraît pas prête à soutenir inconditionnellement Macron (d'autant que le parti d'Orban participe, comme les démocrates-chrétiens allemands, au Parti populaire européen du Parlement européen).

## Un progressisme en carton-pâte

Mais au-delà des aléas et rebondissements qui ne vont pas manquer, une chose est claire : le pseudo-progressisme de Macron n'est qu'un masque. Sur les migrations, Salvini hurle et insulte mais il ne fait pas grand-chose de différent de ce que fait la France de Macron (et avant, de Hollande et Valls) : refuser d'accueillir des migrantEs, sauf au compte-goutte. Et si on regarde les politiques concrètement menées, on trouvera des similitudes : ainsi, en matière de fiscalité, « progressistes » comme « nationalistes » veulent réduire les impôts des riches et des entreprises. Macron l'a fait, Trump également, et Salvini entend le faire. Fondamentalement, comme l'écrivent Serge Halimi et Pierre Rimbert dans le *Monde diplomatique* de septembre, « les deux visions ont en commun [...] le mode de production et de propriété ».

Les deux camps présentés comme opposés sont des serviteurs du capital : la politique des pseudo-progressistes nourrit les dérives nationalistes qu'ils dénoncent. Il faudra bien qu'aux élections européennes se fasse entendre une voix clairement opposée tant aux politiques capitalistes qu'aux dérives nationalistes et anti-immigréEs. **Henri Wilno**

## PREMIER ANNIVERSAIRE DES « PATRIOTES »

## Philippot prend un aller simple pour les poubelles de l'histoire

Après avoir été le principal architecte de la stratégie du Front national dirigé par Marine Le Pen, Florian Philippot a débuté il y a juste un an son aventure politique en solo. L'occasion de revenir sur une déconfiture.

Suite au revers électoral du FN, et après avoir servi de fusible pour Marine Le Pen, Philippot lançait en septembre 2017 son parti Les Patriotes. La promesse était de créer une organisation plus large, plus ouverte et débarrassée des vieux démons extrémistes.

## Un héritage encombrant

À sa naissance, le parti affiche un optimisme à toute épreuve, il avance le chiffre – sans aucun doute très exagéré – de 6 500 adhérentEs, et possède, il est vrai, un nombre d'élus non négligeable : 1 député, 3 députés européens et une trentaine de conseillers régionaux et départementaux, principalement dans le nord et l'est de la France. Philippot bénéficie encore d'un accès confortable aux médias, friands des petites phrases qu'il peut distiller contre le FN et Marine Le Pen.

Mais, même en profitant de la crise interne du FN, le pari d'aller se confronter à lui sur le terrain électoral était risqué – d'autres s'y sont



WIKIMEDIA COMMONS

cassé les dents avant lui. Problème de taille pour Philippot, le créneau du souverainisme est déjà largement encombré. Outre le FN, il se retrouve face à Debout la France, ou aux monomaniaques du « Frexit » de l'UPR. Enfin, difficile pour lui de se défaire de l'image d'ex-bras droit de Marine Le Pen. Les Patriotes ont beau prétendre regrouper des militants de tous horizons, ses élus l'ont été sous l'étiquette FN. Un temps n°2 du parti, l'eurodéputée Sophie Montel a été au Front pendant 30 ans et y a chanté « l'inégalité des races » en chœur avec Jean-Marie Le Pen en 1996. Quant à la troisième eurodéputée,

Mireille d'Ornano, elle a passé plus de 25 ans au FN, et a continué de soutenir Jean-Marie Le Pen après son exclusion du parti. Qui, dans ses conditions, peut croire Philippot quand il dénonce un FN « rattrapé par ses vieux démons » ?

## Des déconvenues plus ou moins ridicules

Les déconvenues plus ou moins ridicules sont venues s'empiler semaine après semaine, hypothéquant grandement la survie politique, à moyen terme, de Philippot.

La première douche froide viendra des deux législatives partielles de janvier 2018 : les scores sont de 1,19 et 1,99%, loin derrière un FN pourtant affaibli et en recul. Pour éviter d'enchaîner les échecs, le parti ne présentera pas de candidat pour les sept élections partielles suivantes. Le 22 mars, il essaye de profiter de la journée de grève pour s'afficher au côté des salariéEs et des cheminotEs, mais la veille, la CGT écrit : « L'extrême droite, sous toutes ses formes, n'a pas sa place ni dans les cortèges

syndicaux ni nulle part ailleurs ». Philippot ne s'approchera pas à plus de 100 mètres de la manifestation... En avril, il lance sa « Marche pour la France », en réplique à la « Marche pour l'Europe » lancée par LREM. Le fiasco est flagrant : la « marche » ne rassemble que quelques dizaines de militantEs. Quelques jours plus tard, il organise une conférence de presse anti-Macron en compagnie de Geneviève de Fontenay. L'opération de com' tourne une fois de plus au ridicule lorsqu'elle entonne *l'Internationale* devant un Philippot mal à l'aise, avant d'annoncer le lendemain que dorénavant elle ne s'affichera plus à côté de lui. Enfin, au cours de l'été, la n°2 Sophie Montel claque la porte en dénonçant les pratiques de cour autour de Philippot et lui reprochant de « partir en vrille ». Plus grave, elle porte plainte contre Philippot, l'accusant d'avoir falsifié sa signature pour mettre la main sur ses indemnités d'élue au Parlement de Strasbourg. Les bonnes vieilles habitudes héritées du FN sont toujours là dans un parti qui osait revendiquer un fonctionnement fait de « démocratie directe » et « direction collégiale ». Ultime tentative de reprendre la main, Philippot organise sa rentrée politique à Forbach, pour y lancer sa « bataille des européennes ». Une bataille sans combattants donc, puisqu'ils n'étaient qu'une petite centaine pour écouter son discours, cinq fois moins que pour le meeting de lancement du parti quelques mois plus tôt... **Pierre Dassin**

# SUÈDE L'extrême droite creuse son sillon

Jusqu'en octobre 2015, il y avait un large consensus sur le fait que les Suédois étaient prêts à « ouvrir leur cœur » [aux migrantEs], pour citer l'ancien chef du parti conservateur Fredrik Reinfeldt. Au départ, seuls les Démocrates de Suède [extrême droite] ont critiqué l'immigration massive.

## Adaptation à l'extrême droite

Lorsque le parti a commencé à se développer et que les lacunes dans l'organisation de l'accueil des réfugiés sont devenues évidentes, la plupart des principaux partis, y compris la social-démocratie, ont accepté de mettre un point d'arrêt à cette pratique et d'adapter la politique suédoise d'immigration aux critères minimums de l'UE. Ce changement n'était pas seulement une adaptation formelle, il s'accompagnait d'une montée des sentiments anti-immigrés, d'une agitation antimusulmane et d'exigences pour une législation plus sévère dirigée contre ce qui était prétendu être des crimes liés aux immigrants, y compris de la part des partis traditionnels, dont les sociaux-démocrates au gouvernement.

Il est évident que l'une des raisons de cette évolution réside dans la manière dont ont réagi les sociaux-démocrates et les conservateurs face aux Démocrates de Suède. Comme on pouvait s'y attendre de l'expérience d'autres pays, leur revirement de tactique n'a pas fonctionné. Les Démocrates de Suède ont continué à se développer aux dépens de ces deux partis, en particulier.

Retour sur les élections législatives en Suède, qui se sont déroulées le 9 septembre, avec des extraits d'un article publié sur le site À l'encontre<sup>1</sup>.



Jimmie Akesson, leader des Démocrates de Suède. DR

Le résultat de l'élection de septembre 2018 confirme cette conclusion. Les sociaux-démocrates sont tombés à 28,4% [- 2,8%], leur résultat le plus bas depuis leur victoire électorale obtenue en 1921. Les conservateurs ont perdu encore plus, soit 3,5%. Et les Démocrates de Suède ont gagné près de 5%, atteignant les 17,5%. Un autre élément intéressant de ces élections réside dans le résultat obtenu par le Parti de gauche qui a gagné 2,2% pour obtenir 7,9%. Ce parti a fait une bonne campagne et a réussi à mobiliser un nombre impressionnant de jeunes.

## L'extrême droite en position d'arbitre ?

Dans une perspective européenne, le résultat des élections n'est peut-être pas étonnant. La Suède s'adapte à une tendance internationale. Mais, dans le contexte suédois, il s'agit d'une situation nouvelle,

et le résultat est un sérieux revers à plusieurs égards. Deux d'entre eux méritent d'être mentionnés ici. Le premier réside dans la menace d'une réelle influence des Démocrates de Suède sur la politique quotidienne du gouvernement. Il y a actuellement une impasse entre les deux blocs politiques traditionnels et les Démocrates de Suède pourraient décider qui sera le prochain Premier ministre. La ligne de démarcation qui existait jusqu'à présent entre les partis politiques traditionnels et le populisme xénophobe de droite extrême n'existe plus. Il est évident que les conservateurs sont prêts à entamer des négociations formelles ou informelles avec les Démocrates de Suède afin de pouvoir former un gouvernement de droite. L'expérience danoise démontre à quel point les conséquences peuvent être désastreuses dès lors que de

telles formations peuvent fixer l'agenda politique.

Le second est lié à la gauche et à la classe ouvrière. Il est vrai que le Parti de gauche – les anciens communistes (PC) – a obtenu des gains substantiels – de 5,7 à 7,9% – et surtout a pu mener une campagne électorale étonnante auprès des jeunes. Cependant, la gauche n'a jamais été aussi faible qu'aujourd'hui, en réunissant 35% environ de l'électorat. Et la majorité de la classe ouvrière ne vote plus à gauche. Il y a 30 ans, 80% de la classe ouvrière votait pour les sociaux-démocrates (et 10% pour les communistes). En 2014, 50% des membres de LO [Confédération syndicale des ouvriers] ont encore voté pour les sociaux-démocrates. En 2018, seuls 37% d'entre eux ont voté pour ces derniers (et 10% pour le Parti de gauche).

Il est évident que la principale raison pour laquelle les sociaux-démocrates ont perdu leur forte position au sein de la classe ouvrière est qu'ils ont abdicé face à ce qui était autrefois leur principale force : la défense d'un État-providence fondé sur l'égalité et la solidarité. Rien n'indique qu'ils ont tiré un enseignement quelconque de cette leçon. La principale ambition de la direction du parti pour résoudre la conjoncture politique présente est d'essayer de former une coalition avec les partis bourgeois, ce qui supposerait un nouvel affaiblissement de l'État-providence et des attaques renouvelées contre les droits de la classe ouvrière.

**Kjell Östberg**

1 – alencontre.org



## Le monde en bref

### Turquie Les ouvriers du nouvel aéroport surexploités et réprimés

C'est un chantier phénoménal, à l'image de la folie des grandeurs qui s'est emparée depuis plusieurs années du président turc Erdogan. Le troisième aéroport d'Istanbul, appelé à être le plus grand aéroport au monde, doit être inauguré à la fin du mois d'octobre, après des travaux qui n'auront duré que trois ans, un délai très court pour un tel projet. Les près de 40 000 ouvriers qui ont été embauchés ont ainsi été soumis à des conditions de travail d'un autre temps, exploités jour et nuit à des cadences infernales, logés dans des baraquements sans aucune hygiène...

En février dernier, les syndicats évoquaient des centaines de morts sur le chantier, le quotidien d'opposition *Cumhuriyet* avançant le chiffre de 400 décès. Chiffres évidemment contestés par le pouvoir, qui parle de son côté de « seulement » 27 morts. C'est pour protester contre leurs conditions de travail et suite à un nouvel accident qui a fait 17 blessés que des centaines d'ouvriers se sont rassemblés le 14 septembre sur le chantier, et ont dû faire face à une répression à grande échelle, avec une violente intervention policière conduisant à plus de 500 arrestations.

À l'heure où ces lignes sont écrites, les ouvriers protestataires seraient encore près de 350 sous les verrous, et les syndicats annoncent de nouvelles mobilisations pour les conditions de travail. Face à un pouvoir autoritaire déterminé à ouvrir « son » aéroport dans les délais, nul doute que cette légitime mobilisation va nécessiter toute notre attention, et tout notre soutien.

### États-Unis L'offensive contre les réfugiés palestiniens se poursuit

Le 31 août, la Maison Blanche confirmait officiellement ce que Trump avait déjà laissé lourdement sous-entendre : les États-Unis ont décidé de suspendre leur contribution à l'agence des Nations unies en charge des réfugiés palestiniens, l'UNRWA. Après avoir versé seulement 60 millions de dollars en 2018 (au lieu des 300 millions prévus), les USA ne verseront donc plus rien à l'agence, alors que leur contribution correspondait jusqu'alors à 30% du budget de cette dernière.



DR

Dès cet été, l'UNRWA avait annoncé qu'elle serait obligée de procéder à des centaines de licenciements, et qu'elle ne serait rapidement plus en mesure d'assurer ses services.

Certains jusqu'au-boutistes prétendent que l'agence jouant un rôle d'« amortisseur » des effets de l'occupation, on pourrait se féliciter que ses activités cessent afin que la réalité de la politique israélienne soit totalement mise à nu et l'occupant mis face à ses responsabilités. Un pari dangereux, que ne peuvent tenir que ceux qui ne doivent pas leur survie à l'aide alimentaire quotidienne prodiguée par l'UNRWA à ces centaines de milliers de personnes. Une position qui en outre fait l'impasse sur le fait que l'offensive contre l'UNRWA est en réalité une attaque en règle contre le statut même des réfugiés palestiniens. Un sénateur républicain expliquait ainsi le 6 septembre que, pour que les financements reviennent, il faudrait que l'agence change sa définition des réfugiés, afin qu'elle n'englobe plus que quelques centaines de milliers de personnes, et non les plus de 5 millions de réfugiés actuellement reconnus. Une raison supplémentaire de dénoncer la décision de Trump, et de rappeler que la question des réfugiés, qui composent la majorité du peuple palestinien, et de leur droit au retour, demeure une question-clé, que personne, surtout s'il prétend souhaiter une solution juste au conflit opposant Israël aux Palestiniens, ne peut mettre de côté.

# VENEZUELA La population contre tous ses ennemis

Les VénézuélienEs subissent depuis des années une crise économique sans précédent. L'économie vénézuélienne, dépendante de la rente pétrolière, a subi de plein fouet la chute des cours du pétrole à l'été 2014. Selon l'ONU, 2,3 millions de personnes ont déjà quitté le pays vers les pays voisins en général, et la Colombie en particulier.

Cette crise a vu ses effets décuplés par la chute de la production pétrolière, de plus de 3 millions de barils par jour en 2008 à moins de la moitié aujourd'hui. Depuis 2012, la monnaie s'est effondrée. Le gouvernement est le principal responsable de cette situation. Pendant une décennie, il a permis que des multinationales et une nouvelle bourgeoisie liée à l'État et créée lorsque Chávez était encore en vie, la « boli-bougeoisie », s'enrichissent en détournant le système de change.

## Effondrement monétaire et inflation

Cet effondrement monétaire a des conséquences dramatiques pour la population. Gangrenés par l'hyperinflation, les salaires ont perdu toute valeur. Le FMI annonce que l'inflation sera de 1 million de pourcents à la fin de l'année, des milliers de salariéEs quittent leur travail car il ne leur permet pas de survivre. Les VénézuélienEs ne parviennent plus à s'alimenter et se soigner dignement. Depuis plusieurs mois, les infirmierEs, ainsi que les travailleurEs des secteurs universitaire et de l'électricité sont en grève pour réclamer un salaire permettant des conditions de



Sur la route de l'exode. DR

vie dignes. Le 20 août, le gouvernement a mis en place une réforme monétaire qui lie la nouvelle monnaie, le Bolivar souverain, au « pétro », basé sur les ressources pétrolières du pays toujours davantage hypothéquées. Le salaire minimum a été augmenté de 3500% (26 euros du marché noir) mais le prix de l'essence est multiplié par des milliers de pourcents avec toutes les conséquences que cela signifie pour le coût des transports. Le patronat vénézuélien a eu le cynisme de se plaindre de l'augmentation

des salaires malgré la promesse de Maduro d'en couvrir le coût pendant les trois prochains mois, pour empêcher la montée des prix.

## 2,3 millions d'exiléEs

Les États-Unis accentuent ces difficultés. Depuis un an, le gouvernement Trump interdit à toute citoyenE et toute entreprise états-uniennes d'acheter des bons de la dette souveraine du Venezuela, asphyxiant encore un peu plus un État en défaut partiel de paiement.

Le 8 septembre, le *New York Times* a révélé que Washington a discuté, avec un secteur des forces armées vénézuéliennes, la possibilité de renverser Nicolás Maduro. Néanmoins, ils ont rejeté l'idée à cause du manque de sérieux des militaires vénézuéliens. Les pays conservateurs de la région, y compris les plus liés à l'impérialisme étatsunien comme la Colombie, sont défavorables à une intervention militaire, sachant les conséquences que cela pourrait avoir pour leur propre pays.

Victimes de cette situation économique invivable, les VénézuélienEs fuient le pays, créant une crise migratoire de magnitude inconnue dans le continent. Selon l'ONU, 2,3 millions de personnes (environ 7% de la population) ont déjà quitté le pays vers les pays voisins en général et la Colombie en particulier. Face aux heurts entre migrantEs et une partie xénophobe de la population locale, le président du Brésil a déployé l'armée à la frontière ; en même temps il promet de ne pas restreindre l'entrée des VénézuélienEs. Les gouvernements équatorien, péruvien et chilien ont pour leur part commencé à durcir les conditions d'accès des VénézuélienEs à leurs territoires. C'est dans ce cadre de crise pour les bourgeoisies locales qu'il faut lire la déclaration du secrétaire général de l'OEA selon laquelle il ne faut pas écarter une « intervention militaire » au Venezuela, alors qu'aucun exercice militaire ne rend cette menace crédible pour l'heure. **Pedro Huaracaya**

## MIGRANT-E-S, SALAIRES ET LUTTE DE CLASSES

En Allemagne comme en France, l'extrême droite n'hésite pas à accuser les immigrés de voler le travail et les aides sociales des travailleurs natifs. Surfant sur ces mensonges, Mélenchon et d'autres personnalités dites de « gauche », ont multiplié ces dernières semaines les déclarations dénonçant les politiques qui « organisent l'immigration » et qui feraient « pression sur les salaires et les acquis sociaux ».

**S'** appuyant sur la loi de l'offre et de la demande, ce poncif revient à dire que dans un contexte où les salaires sont déjà bas et les emplois rares, l'arrivée de nouveaux travailleurEs immigrés entraînerait leur baisse et/ou renforcerait le chômage.

### En quête d'une main-d'œuvre toujours plus exploitée

Certes, si les frontières de l'Europe sont solidement cadenassées, ou à l'occasion plus largement ouvertes comme elles l'ont été en Allemagne en 2015, c'est en fonction des intérêts des patrons, de leurs besoins en main-d'œuvre. Les États et gouvernements s'adaptent à ces besoins par des législations ou réglementations adaptées. Déjà dans les années 1950 et 1960, les patrons français, en particulier des mines ou de l'automobile, n'hésitaient pas à aller chercher les travailleurs maghrébins jusque dans leur village au Maroc, en Tunisie ou en Algérie pour les exploiter durant des années. Ils s'entassaient plutôt dans des bidonvilles que dans des foyers ou HLM : Nanterre pour les Algériens, Champigny pour les Portugais, etc. La « fin » de l'immigration par le travail dans les années 1970 a surtout représenté pour les patrons français, en particulier dans le bâtiment, la restauration et le nettoyage, une opportunité d'employer des travailleurs souvent sans papiers et sans droits, mais toujours fragilisés à leur arrivée par leur situation d'étrangers, leurs boulots les plus durs et les moins bien payés. Ensuite, mais ensuite seulement, beaucoup sont devenus militants syndicaux, se sont intégrés au mouvement ouvrier et à ses luttes. Récemment, les patrons allemands ont largement profité de l'émigration de jeunes qualifiés venus d'Espagne, de Grèce ou d'Italie dans la foulée de la crise économique de 2008, qui touchait de plein fouet ces pays. Depuis



trois ans, ils misent davantage sur les migrantEs venus du Moyen-Orient fuyant les guerres et la misère. Dans une bien moindre mesure, ce calcul a pu faire des émules en France et, fin août, les employeurs français de l'hôtellerie-restauration exprimaient publiquement leur avidité d'embaucher massivement des réfugiés<sup>1</sup>... espérant un prix évidemment réduit !

### L'arme des capitalistes : la division des travailleurEs

Cependant, le raisonnement qui lie la venue d'immigrés à la baisse des salaires est profondément fallacieux. Que le patronat, partout sur la planète, fabrique ces divisions pour ensuite en jouer pour ses intérêts, est une vieille histoire. Le mouvement ouvrier a toujours tenté d'y réagir par l'organisation et la lutte collective, français et immigrés, contre leurs communs exploités. Ceux qui voient l'immigration comme une « armée de réserve » du capital usurent et détournent l'analyse de Marx sur les chômeurEs : ils ne font que réactualiser un succédané de malthusianisme qui s'en prend aux travailleurEs immigrés comme à une population en surnombre. Celui-là même qui a pu justifier de refuser d'embaucher les femmes au début du 20<sup>e</sup> siècle ou les Afro-Américains aux États-Unis. Les prétextes pour diviser la classe ouvrière sont nombreux. Que ce

soit l'origine géographique, la couleur de peau, le sexe, ou même l'âge (pensons au salaire minimum dévolu aux moins de 18 ans en Angleterre, qui fait envie à plus d'un patron français, et à ces « abattements » de zone, ou « abattements d'âge » qui étaient encore en vigueur en France jusqu'à 1968). Les attaques récentes, telles que la loi travail de 2016, reposent sur la même logique de mise en concurrence de deux fractions de la classe ouvrière, les chômeurEs d'un côté et les salariéEs sommés de rendre plus « flexible » leur emploi de l'autre. La logique des capitalistes voudrait précisément que les travailleurEs se mènent une guerre concurrentielle permanente pour que leurs conditions de travail et leur rémunération soient tirées vers le bas. Notre seule arme pour faire face à cette guerre que mènent les capitalistes est le refus de la division et l'organisation collective pour défendre les intérêts de toutes et tous.

### Une classe ouvrière internationale

Car le salaire n'est pas en premier lieu fixé par la quantité d'offre ou de demande sur le marché du travail. Il dépend avant tout du rapport de forces entre les classes. Ce dernier se joue au sein de chaque pays en fonction du niveau d'emploi et de combativité des travailleurEs, mais aussi à l'échelle internationale. S'imposant aux quatre coins du globe, les grands groupes capitalistes organisent le travail salarié à ce niveau et c'est la raison pour laquelle le travail le moins qualifié a été en partie délocalisé dans les nouveaux ateliers du monde. Imaginer défendre les emplois des travailleurEs en France en « asséchant » les flux migratoires comme le propose un responsable de La France insoumise, D. Kuzmanovic, ou en luttant contre les délocalisations par une politique protectionniste, revient à rentrer dans la logique de la concurrence capitaliste en défendant « la France », ses emplois et ses usines contre l'extérieur, les travailleurEs chinois, roumains ou les immigrés. En dernière instance, cette logique revient à faire dépendre le sort des travailleurs en France d'un prétendu intérêt des grands groupes français dans leur concurrence internationale. Loin d'être « pro-migrants », le patronat, allemand comme français, est pro-exploitation, et c'est la seule logique du profit qui guide ses choix en termes de politique migratoire et de stratégie commerciale dans la mondialisation. À nous de faire en sorte que notre camp social soit aussi constant que son ennemi dans la défense de ses intérêts, en construisant la lutte commune et la solidarité des travailleurs de tous les pays.

Coline Boutrin

1 - Voir par exemple Maïa Courtois, « L'hôtellerie-restauration veut embaucher des exiliés », liberation.fr, 21 août 2018.

**D**epuis plusieurs semaines, un débat d'importance agite les gauches européennes, autour des questions migratoires, avec notamment des attaques en règle contre le mot d'ordre de liberté de circulation et d'installation. Nous revenons ici sur plusieurs aspects de ce débat et sur ses implications économiques, politiques, à l'échelle nationale comme internationale.

## POUR UNE LIBERTÉ D'INSTALLATION

### « AIDER LES PAYS DU SUD : UNE ALTERNATIVE À L'OUVERTURE DES FRONTIÈRES ? »

Du côté de Sahra Wagenknecht comme chez Jean-Luc Mélenchon et la FI, un argument venant indirectement à l'appui de l'opposition à la liberté de circulation et d'installation se fait entendre : le problème n'est pas tant d'ouvrir les frontières que de créer les conditions pour que les gens n'aient « plus à partir de chez eux ». Un argument qui peut séduire, y compris à gauche, mais qui recèle bien des pièges.

**O**n peut commencer par souligner que la posture selon laquelle il faudrait « créer les conditions pour que les gens restent chez eux » n'est pas dénuée d'ambiguïté, entretenant l'idée que l'objectif est de tarir les flux migratoires, voire de les « assécher ». Nous préférons pour notre part affirmer que nous tendons vers l'objectif de créer les conditions pour que les migrations soient libres, et non contraintes. Et nous n'oublions pas, en outre, que selon toutes les prévisions, une grande majorité de réfugiés seront, à l'avenir, des réfugiés climatiques, et qu'il est vain de prétendre qu'il serait possible, y compris en abrogeant les traités de libre-échange, de jeter les bases d'un ralentissement global des flux migratoires, tant le processus de réchauffement est avancé, et quand bien même on se battrait pour lutter contre le dérèglement climatique.

### « Lutter contre les causes des migrations » ?

Au-delà de ces remarques, force est en outre de constater que l'argument selon lequel la lutte contre

les causes des migrations pourrait être un substitut à l'ouverture des frontières est loin de répondre aux enjeux concrets de la situation concrète. Ainsi que l'a écrit notre camarade Daniel Tanuro, dans une Lettre à un ami du PTB<sup>1</sup> [Parti des travailleurs belges], qui démontre que les débats que nous évoquons traversent la gauche au niveau international : « "Lutter contre les causes des migrations" dans les pays d'origine semble à première vue une réponse de bon sens. Évidemment, toi et moi sommes contre l'impérialisme et ses guerres, pour le droit au développement des "pays du Sud" [...]. Mais il faut se mettre à la place des personnes au Sud qui veulent migrer vers le Nord. Elles espèrent que la migration apportera une solution immédiate à leurs difficultés. La "lutte contre les causes" ne répond pas à leur problème concret. Doivent-elles attendre que l'action de la gauche au Nord ait permis d'abolir les causes des migrations ? Dans ce cas, elles risquent d'attendre longtemps : nous ne sommes même pas capables d'imposer à "nos

gouvernements le respect de leurs engagements en matière d'aide au développement... Pourquoi et comment parviendrions-nous soudain à imposer l'arrêt des guerres, de l'échange inégal, etc. ? [...] Nous n'avons pas pu arrêter le pillage du Sud par les entreprises du Nord ; de quel droit demanderions-nous à des hommes et des femmes du Sud de renoncer à venir au Nord dans l'espoir de récupérer une peu de ce qui a été volé à leurs peuples ? [...] Dès qu'on creuse la question, on constate en vérité que la "lutte contre les causes des migrations" est une fausse bonne idée : au lieu d'apporter une solution immédiate à un problème immédiat, elle renvoie cette solution aux lendemains qui chantent – soit ici, soit là-bas. »

### Favoriser le « co-développement » ?

Des arguments de bon sens, qui ne signifient évidemment pas, toutefois, qu'il faille remettre à demain, ou à après-demain, le combat contre les politiques impérialistes. C'est pourquoi nous ne pouvions qu'être (presque)

### IMMIGRATION ET DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL



# WELCOME



## DE CIRCULATION ET INCONDITIONNELLE

### « UD À SE DÉVELOPPER » : OUVREMENT DES FRONTIÈRES ?

d'accord avec la FI lorsqu'elle proposait, en 2017, de « *mettre fin aux accords commerciaux inégaux qui déstabilisent des pays entiers, détruisent les agricultures locales et empêchent le co-développement* ». Il s'agit en effet, ici et maintenant, de se battre pour détruire tous les mécanismes par lesquels la domination des pays capitalistes développés se perpétue aux quatre coins du monde, avec un immense pillage des richesses qui jette sur les routes de l'exil des millions de personnes chaque année. Mais de là à valoriser le « co-développement », autre antienne de la gauche « responsable », il y a un pas que nous ne franchissons pas, tant l'expérience démontre que le « co-développement », dans le système capitaliste tel qu'il fonctionne (et ce au-delà des seuls traités commerciaux, auxquels ne se résument pas les logiques de domination et d'exploitation internationales), demeure fondamentalement un rapport inégalitaire entre une puissance « déjà développée » et un pays « à développer », et qu'il s'agit là encore, malgré les bonnes intentions de certains, de la perpétuation de logiques (néo-)coloniales. On se souviendra au passage que le nom complet de l'infâme « ministère de l'Identité nationale » créé par Sarkozy en 2007 était « ministère de l'Immigration, de

l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-développement »...

#### En finir avec les rapports de domination

Et à y regarder de plus près, l'idée selon laquelle il faudrait, comme l'affirme Jean-Luc Mélenchon, accueillir « *les gens [qui] ont touché le sol sacré de la terre de la patrie* » (sic), mais également « *faire en sorte qu'ils vivent dignement chez eux* » n'a guère de quoi rassurer quant à la facilité de la coexistence entre « co-développement » et maintien des logiques de domination, et ressemble davantage à un contre-feu « internationaliste » qu'à un programme politique conséquent. Difficile en effet de trouver une cohérence entre la volonté affichée de « laisser les pays du Sud se développer » (par la dénonciation des traités de libre-échange) et l'absence des revendications, entre autres, de l'abolition des dettes (mais seulement de leur « restructuration »), de l'expropriation des multinationales françaises qui pillent les richesses des pays africains, du démantèlement des bases et installations militaires qui assurent à la France un rôle de « gendarme de l'Afrique », sans même parler des discours enthousiastes sur « la France, présente sur tous les continents » ou sur « la France, deuxième territoire maritime du monde », situation qui est avant tout un héritage sans cesse actualisé du colonialisme français. Que peut donc bien signifier un

« co-développement » si l'argent transféré dans les pays « à développer » demeure capté par les multinationales présentes dans ces pays en situation de (quasi-) monopole ?

Tel est le piège de l'argument (et de la politique) du « co-développement » qui, sous couvert d'une apparente solidarité internationale, ne remet pas en cause les logiques de domination et ne favorise pas l'auto-émancipation des sociétés du Sud, lesquelles demeurent tributaires de « l'aide » (financière ou technologique) des pays capitalistes développés, qui peuvent conditionner cette « aide » à un certain type de développement.

En dernière analyse, le « co-développement » reproduit davantage qu'il ne rend caducs les rapports de domination entre États. Ces derniers ne pourront être abolis que par des mobilisations et des transformations d'ampleur, autour d'un programme anti-impérialiste conséquent. Et il est de notre responsabilité de nous « occuper » de notre propre impérialisme, en luttant contre toute tentation chauvine et en répétant, tant que cela sera nécessaire, que le fait de vivre dans un pays dominant ne confère aucun droit à juger de la légitimité des mouvements de populations mondiaux.

**Julien Salingue**

1 – Daniel Tanuro, « Asile et migrations : lettre à un ami du PTB », levif.be, 12 septembre 2018.

## LA LIBERTÉ DE CIRCULATION N'EST PAS UNE QUESTION MORALE

*La revendication de la liberté de circulation et d'installation est-elle une posture de « doux rêveurs », de « naïfs », d'« angéliques » ?*

**C'**est en tout cas l'une des lignes de force du discours de Sahra Wagenknecht, cofondatrice du mouvement Aufstehen (« debout ») en Allemagne, qui appelle à en finir avec une prétendue « *bonne conscience de gauche sur la culture de l'accueil* ». Un discours dont on trouve des échos en France notamment du côté de La France insoumise, qui semble accréditer l'idée que la France n'aurait pas les « moyens » d'assumer une politique de frontières ouvertes. Comme s'il ne s'agissait pas avant tout de la construction d'un rapport de forces politiques...

#### « Aucun d'entre nous n'est un doux rêveur »

Nous avons déjà eu l'occasion de l'évoquer dans nos colonnes : Jean-Luc Mélenchon a réitéré, à plusieurs reprises cet été, son hostilité à la liberté de circulation et d'installation. Exemple sur BFM-TV le 2 septembre : « *Je ne dis pas aux gens que je suis d'accord pour que tout le monde fasse ce qu'il veut, passe où il veut, s'installe où il veut* ». Une position justifiée au nom de la « responsabilité », comme lors de son discours aux « Amfis d'été », à Marseille à la fin du mois d'août : « *Aucun d'entre nous n'est un doux rêveur qui dirait "Eh bien oui, tout le monde n'a qu'à le faire, se déplacer". [...] Nous sommes des gens raisonnables* ». La convocation de la « raison » et de la « responsabilité » s'inscrit dans une (mauvaise) tradition à gauche : celle du déplacement des questions migratoires sur le terrain strictement économique, voire technique, alors que l'on parle avant tout de choix politiques. Réduire le temps de travail, répartir les richesses, réquisitionner les logements vides : autant de mesures de bon sens qui, loin de s'opposer aux problématiques liées aux migrations, ni même de faire

partie d'un autre champ que ces dernières, se combinent à la revendication de la liberté de circulation et d'installation au sein d'une même perspective globale : un véritable partage des richesses, une politique au profit de la majorité et non d'une petite minorité prédatrice. C'est bien en ce sens que le mot d'ordre de l'ouverture des frontières n'est pas seulement une position « humaniste » (dans le bon sens du terme), qui affirme la nécessité absolue d'accueillir toutes celles et tous ceux qui fuient la guerre, la misère, les persécutions, les catastrophes climatiques. Il s'agit en réalité d'une position éminemment politique, en cohérence avec la défense d'une alternative de société, fondée notamment sur un contrôle collectif des richesses, un partage et une meilleure répartition de ces dernières.

#### Un mot d'ordre anticapitaliste

C'est à la lumière de ces considérants que l'on comprendra que l'opportunisme de certains secteurs du patronat à l'égard des migrantEs ne signifie en rien une adhésion collective de la bourgeoisie au principe de la liberté de circulation et d'installation. Difficile, sinon, de comprendre pourquoi Macron et son gouvernement, dont il n'est nul besoin de démontrer la fidélité aux intérêts des riches et du Medef, sont aussi hostiles aux migrantEs, et luttent sans relâche pour les décourager de se rendre en Europe en général, et en France en particulier... Il s'agit bien de choix politiques, et il est regrettable que Jean-Luc Mélenchon et la FI aient recours à une argumentation qui, de facto, postule que l'ouverture des frontières aurait des conséquences négatives pour les salariéEs « déjà présents » sur le sol français<sup>1</sup>. L'argument des profits réalisés par les capitalistes sur le dos des migrantEs qui parviennent à gagner les pays européens peut en outre être retourné, tant certains grands groupes industriels, et pas des moins, réalisent des profits... en empêchant les migrantEs de gagner les pays européens. Claire Rodier, auteure d'un ouvrage de référence sur la question (*Xénophobie business : à quoi servent les contrôles migratoires ?*), évoquait

ainsi, en 2014, le « *business de la migration* » : « *On pense aux profits tirés du développement de la technologie sécuritaire dans le secteur de la surveillance des frontières, mais aussi de tout ce qui ressort dans les pays d'immigration des législations sur l'accueil, l'hébergement, la détention et l'expulsion des étrangères et des étrangers. Dans les deux cas, les bénéficiaires de cette manne sont à titre principal des entreprises privées : industries d'armement et aéronautique, sociétés d'assurance, sociétés de sécurité, prestataires privés pour la gestion des visas, ainsi qu'une kyrielle d'opérateurs impliqués dans l'application des politiques migratoires et d'asile.* »<sup>2</sup> Avec, en jeu, des sommes colossales : le marché de la sécurité des frontières en Europe équivalait à 15 milliards d'euros en 2015 et devrait, selon certaines estimations, atteindre plus de 29 milliards d'euros par an en 2022, au profit de multinationales comme G4S, Thales, Finmeccanica ou Siemens...

#### Ne pas renoncer

Voilà qui ne fait guère bon ménage avec la thèse d'un patronat « *promigrantEs* », et qui renforce bien au contraire la conviction selon laquelle la revendication de la liberté de circulation et d'installation est une revendication profondément anticapitaliste, qui pose les bases d'un autre monde et d'une autre organisation de la société, dans laquelle personne n'aurait le droit ni les moyens d'empêcher quiconque de se déplacer, quelles qu'en soient les raisons, et de s'installer où il ou elle le souhaite.

Tel est le dernier aspect profondément politique et subversif, dans le monde tel qu'il est, du mot d'ordre de liberté de circulation et d'installation : il est profondément égalitaire, dans la mesure où il dénie le droit à qui que ce soit de se penser (ou d'être) en position de juger du bien-fondé des déplacements des autres. Il faut en effet vivre dans un pays capitaliste développé grâce au maintien de l'exploitation des pays du Sud et avoir intégré un certain impensé colonial (ou néocolonial) pour ne pas se rendre compte du fait que le discours anti-liberté de circulation est un discours de dominants, qui participe de la reproduction symbolique des mécanismes de domination...

Ni morale ni naïve, la revendication de liberté de circulation et d'installation inconditionnelle n'est rien d'autre que le minimum sur lequel devraient pouvoir s'accorder toutes celles et tous ceux qui se revendiquent aujourd'hui de la transformation sociale et de la volonté de construire un monde dans lequel les richesses, toutes les richesses, seraient réellement partagées. Un minimum qui n'est malheureusement plus considéré comme tel dans les gauches européennes, même si nombreux et nombreuses sont celles et ceux qui n'ont pas renoncé. Le NPA en fait partie, et le fera savoir dans les semaines et les mois qui viennent, entre autres à l'occasion des élections européennes.

**J.S.**

1 – Une argumentation qui ne fait guère sens, mais tel n'est pas l'objet de cet article. Voir ci-contre et l'Anticapitaliste n°442.

2 – Claire Rodier, « Le business de la migration », 2014, revue *Plein droit*, 2014-2, n°101.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

## LE BLANC (36) Mobilisation pour sauver la maternité

L'Agence régionale de santé (ARS) Centre-Val de Loire et la direction de l'hôpital (suite à la fusion des centres hospitaliers de Châteauroux et du Blanc) continuent de s'attaquer aux services existants dans la région blanche. Il y a quelques mois, c'était la chirurgie; c'est désormais la maternité qui est de nouveau menacée, alors que cette bataille dure depuis plusieurs années.

L'excuse trouvée pour justifier la fermeture « temporaire » de la maternité a été la difficulté de gérer les plannings pendant les vacances, et à trouver des candidatEs infirmierEs-anesthésistes pour effectuer des remplacements. Sauf qu'en réalité il est impossible de réellesment savoir si des CV ont été reçus, étant donné que la direction à Châteauroux est de mèche avec l'ARS...



### Une fermeture « provisoire » ?

Cela fait des années que l'administration souhaite terminer avec ce service, et elle a malheureusement réussi à ouvrir une brèche: la fermeture de la maternité devait être provisoire et ne durer que durant les mois de juillet et août, mais nous sommes fin septembre et aucune femme ne peut accoucher au Blanc. Nous estimons à 60 le nombre de bébés qui ont dû naître à plus d'une heure de route de là. Face à cette attaque sans précédent, des habitantEs se sont organisés dans un collectif nommé « CPasDemainLaVeille », en parallèle du Comité de défense composé d'élusEs, souhaitant proposer différents types d'actions au niveau du département. Et il faut dire que la cause a gagné en visibilité, avec plusieurs dizaines de villages arborant des banderoles de soutien. Le samedi 15 septembre se tenait une grande mobilisation, « Le Blanc voit rouge », afin de rendre ce combat audible à une large échelle (la presse régionale était présente). Entre 3000 (chiffre de la police) et 6000 personnes (chiffre des organisateurs) se sont retrouvées au Blanc (6500 habitantEs) pour exprimer leur ras-le-bol de voir leur zone rurale délaissée. Des militantEs anticapitalistes locaux (du 36 et du 86) ont répondu à l'appel, entre autres notre camarade Manon Labaye, conseillère municipale « Osons Poitiers » (pour le NPA) à Poitiers.

Antoine Godon

## MÉDIAS Réforme de la loi Bichet: un enjeu démocratique pour la presse en France

Il n'y avait pas de quotidiens nationaux dans les kiosques jeudi 13 septembre. En cause: la « réforme » programmée de la loi Bichet de 1947 sur la distribution de la presse en France qui devrait se faire sur la base du rapport Schwartz, remis fin juillet à la ministre de la Culture Française Nyssen et à Bruno Le Maire, ministre de l'Économie.

Marc Schwartz est un haut fonctionnaire, ancien directeur de cabinet de Française Nyssen au ministère de la Culture. Il est celui qui a conclu un accord entre Google et la presse française avec le succès que l'on connaît. Avec un rapport supposé faire des propositions pour moderniser la diffusion, on s'achemine vers un plan de libéralisation du secteur de la distribution, fragilisant un peu plus encore la presse en France, de nombreux titres se retrouvant sous la menace de ne plus pouvoir faire face aux coûts de distribution.

### Liberté, solidarité, égalité

La loi Bichet (loi issue du programme du Conseil de la résistance) était fondée sur trois grands principes: la liberté (qui-conque peut en France créer un journal), la solidarité (le système coopératif permet de mutualiser les coûts de distribution), l'égalité de traitement (la presse est diffusée de façon équitable sur l'ensemble du territoire).

Avec la réforme annoncée, il n'y aurait plus d'obligation pour les titres de passer par une coopérative existante (il en existe deux aujourd'hui: Presstalis et les Messageries lyonnaises de presse), mais d'organiser de nouvelles messageries afin de réaliser des groupages. Cela ressemble à l'ancien système pensez-vous? Eh bien pas vraiment, dans la mesure où les règles qui avaient cours jusque-là seraient changées, puisque ce seraient les éditeurs qui fixeraient seuls leurs barèmes et non plus la coopérative ou un éditeur, quel que soit son poids économique, vaut, démocratiquement, une voix. Là où la loi Bichet était protectrice pour les titres les moins riches, ils se retrouveraient alors à la



DR

merci des plus gros: clap de fin du système de mutualisation. On peut légitimement penser que les titres ne seraient plus traités de façon égalitaire mais que chacun verrait son existence sur le territoire tributaire de ce qu'il serait prêt à débours. Une pierre de plus dans le traitement inégalitaire des territoires: certains journaux ne pourraient plus exister dans de petites zones rurales où le coût de transport est plus important. Si le système de distribution est déjà bien imparfait, les mouvements en cours ne feront que l'aggraver, faisant du journal un objet

pour les zones urbaines denses et s'adressant à une population au pouvoir d'achat conséquent.

### Vers l'uberisation ?

Pourtant, la presse papier, même si beaucoup l'enterrent déjà, reste un outil indispensable dans la diffusion de l'information palpable et des idées (ce sont plus d'un million d'exemplaires qui sont distribués chaque jour pour les titres les plus importants (*le Monde, Aujourd'hui en France, la Croix, le Figaro, Libération, l'Humanité*); demain un titre comme *l'Anticapitaliste* sera peut-être juste relayé au centre des plus grandes villes, pour les kiosques qui survivent encore à ce jour. Et bien entendu ces nouvelles organisations entraîneront dans leur sillon la remise à plat des statuts des salariéEs opérant dans la filière... Tout cela semble laisser entrevoir une « uberisation » de la presse française et pose une

question de fond démocratique sur la liberté d'information, la presse devenant une marchandise comme une autre. Sera-t-elle demain distribuée par Chronopost ou livrée par Amazon ?

Les ouvriers du Livre ont donc fait grève jeudi 13 septembre à l'appel du SGLCE-CGT<sup>1</sup>, et se sont rendus à près de 300 devant le Conseil d'État (avec le SNJ-CGT<sup>2</sup> et le SIPC-CGT<sup>3</sup>), où une délégation à été reçue. Le gouvernement, qui n'entend rien négocier ni sur ce sujet ni sur les autres, devra malgré tout entendre la colère de la profession qui est plus que jamais mobilisée contre un projet de régression d'ampleur.

### Correspondant

1 - Syndicat général du livre et de la communication écrite, regroupant le pré-presse, la maintenance, l'expédition, la distribution et les entreprises de Labeur.

2 - Syndicat national des journalistes.

3 - Syndicat des imprimeries de presse et de la communication.

## PESTICIDES « Nous voulons des coquelicots ! »

Ainsi s'intitule la pétition lancée par Fabrice Nicolino et François Veillerette, que le NPA soutient et va relayer.



Cette initiative permet d'alerter une fois encore contre les dangers de l'utilisation des pesticides de synthèse, d'avertir les responsables à tous les niveaux (élusEs, industriels...) de notre détermination à agir et de mobiliser largement la population avec les associations, syndicats, collectifs, partis.

### Produits chimiques polluants

En plus de la pétition (déjà plus de 100 000 signataires!),

les initiateurs « rêvent d'un soulèvement pacifique de la société française qui seul permettra enfin de sortir du cauchemar des pesticides ». Ainsi, ils cherchent « des volontaires pour devenir des correspondants locaux ou régionaux de l'Appel », qui se retrouveraient « le même jour et à la même heure, sur les places des villes et villages où ils habitent ». Ces rassemblements commencent le vendredi 5 octobre à 18h30, puis chaque premier vendredi du mois, et ce pendant deux

ans. Ambition généreuse que le NPA soutiendra au mieux, car il y a urgence à changer de système agricole. En effet, les conséquences destructrices de ces produits chimiques polluants sont connues depuis bien longtemps. Leur nocivité est attestée.

### Pour une agriculture paysanne

Utilisés largement par l'agro-industrie, ils contaminent les sols, l'eau, l'air, participent à la disparition des espèces animales et contribuent ainsi à la perte dramatique de biodiversité. Sans compter qu'ils se retrouvent à tous les niveaux de la chaîne alimentaire. Ils nous empoisonnent au point d'être mis en cause dans l'apparition de certaines maladies (Parkinson, Alzheimer). Nous ne pouvons plus attendre que les experts se mettent

d'accord sur les effets délétères des pesticides, alors que nous connaissons l'impact de l'effet « cocktail », de l'absorption de plusieurs molécules. Le principe de précaution doit s'appliquer et doit profiter au vivant et non au fric. Nous ne pouvons plus attendre un énième plan gouvernemental « écofito » aussi inutile que coûteux. Les pouvoirs publics n'ont que trop tardé à agir. Le NPA milite pour une agriculture paysanne, rémunératrice pour les paysanEs, capable de nourrir sainement la population, qui participe à la lutte contre le réchauffement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, qui entretienne les sols et les paysages et qui protège la biodiversité.

### Commission nationale écologie

<https://nousvoulonsdescoquelicots.org/>

## SANTÉ

# Des projets mortifères pour la Sécu

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) de 2019 sera présenté en conseil des ministres à fin du mois. Diverses mesures ont déjà été annoncées: elles préparent l'opinion à des mesures qui remettent en cause des acquis issus du rapport de forces de 1945 lors de la création de la Sécu.

Les gouvernements ont instrumentalisés les fluctuations budgétaires. Le « déficit abyssal » et « l'énorme dette » (créées principalement par les exonérations de cotisations patronales) ont servi de prétexte aux mesures

d'austérité. Cette année les caisses seraient en excédent. Le déficit était contestable, la dette l'est aussi car la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) doit, jusqu'en 2024, amortir encore 121 milliards d'euros de déficit cumulé des organismes

## LICENCIEMENTS New Look veut se séparer des deux tiers de ses salariéEs

L'annonce est d'autant plus brutale que, sans même attendre le début de la procédure d'information-consultation du CE, la direction a annoncé la fermeture dès le 15 septembre du magasin de Calais, suivie, le 17, de celle de Rouen Gros-Horloge. Les équipes des établissements en question ont été informées dès le lendemain par des dirigeants incapables de répondre à leurs questions, provoquant angoisse et crise de larmes car, bien que la société s'en défende, les fermetures et les licenciements consécutifs à ces dernières sont bien calqués sur la fin des baux commerciaux...

### Face au mépris, une mobilisation inédite

En réponse, un appel national à la grève a réuni 17 magasins samedi 15 septembre, y compris certains épargnés par la fermeture... pour le moment. Cette pression, ajoutée à celle des médias,

Le 10 septembre dernier, l'enseigne anglaise New Look annonçait, en marge d'un Comité d'entreprise, vouloir fermer 21 de ses 29 magasins français d'ici 2021, ce qui entraînerait le licenciement des deux tiers des 400 salariéEs. Un « plan de restructuration » qui serait motivé par la crise que traverse le secteur de l'habillement (voir l'Anticapitaliste n°379).



a déjà permis d'obtenir un sursis pour Calais jusqu'au 31 décembre prochain. La lutte est organisée

par la CFDT (représentatif) et par SUD ; ce syndicat ainsi que le CE et le CHSCT ont réussi le tour de

force d'assigner la société devant le TGI pour obtenir un moratoire sous astreinte des fermetures déjà programmées : ce dernier a fini par se déclarer, le 18 septembre, incompetent...

Une délégation se rendra à la manifestation des Ford le samedi 22 septembre à Bordeaux, où deux magasins de l'enseigne sont menacés de fermeture, puis à Marseille, où la lutte des McDo est une source d'inspiration ; l'ambition est aussi de réunir, dans les semaines qui viennent, un maximum de salariéEs au siège parisien de l'enseigne pour dire non aux licenciements, mais aussi à celui de Londres où cette décision inique a été prise.

LD

## FERMETURE DE CLASSES Victoire pour deux écoles de Nanterre et Gennevilliers!

On savait déjà que les annonces du gouvernement sur sa prétendue « politique en faveur de l'éducation prioritaire » étaient de la politique spectacle pour tenter de masquer le manque de moyens criants en matière d'éducation, mais pour les écoles Jacques-Decour de Nanterre et Anatole-France de Gennevilliers, le spectacle s'est transformé en véritable cirque à la rentrée.

La direction académique du 92 a réuni une commission d'ajustement de la carte scolaire le jeudi 6 septembre. Devant le nombre important d'écoles dans lesquelles le nombre d'élèves par classe explosait, dépassant allègrement les 30, cette commission s'est trouvée dans l'obligation d'ouvrir des classes.



DR

### La lutte a payé!

Mais dans l'éducation nationale tout se fait à moyens constants. Pour trouver des enseignantEs à mettre devant ces nouvelles classes, la direction académique a donc acté des fermetures de classes ! Voilà comment, quatre jours après la rentrée, l'école Jacques-Decour, située en REP+, et l'école Anatole-France, en REP, se sont vu signifier la fermeture d'une classe alors que les élèves avaient déjà fait leur rentrée ! L'inspection exigeant que le dernier enseignant nommé sur l'école en rejoigne une autre...

Pour les enseignantEs et les parents d'élèves de ces écoles, une fois de plus c'est le sentiment d'être traité avec le plus grand mépris qui a dominé. Alors pas question de servir de caution au gouvernement qui, en cette rentrée, se répandait dans la presse avec de grandes déclarations sur le dédoublement des classes en éducation prioritaire comme fer de lance de sa politique. Mais l'éducation prioritaire, ce n'est pas que pour les pages des magazines en papier glacé ! Les deux écoles ont donc décidé de ne pas accepter ces fermetures de classes. À Jacques-Decour, ce sont l'ensemble des équipes enseignantes du groupe scolaire qui ont voté la grève reconductible. Les parents d'élèves ont quant à eux bloqué l'école jusqu'à réouverture de la classe. Manifestations et rassemblements devant les locaux de la direction académique ainsi que la menace d'extension de la grève aux autres écoles du REP+ ont eu raison de la direction académique qui a renoncé à la fermeture de ces 2 classes pour cette année scolaire.

Juliette Stein

## PLAN PAUVRETÉ Les faux semblants du président des riches

En un an les plus riches ont bénéficié de 4 milliards d'euros d'impôts en moins. Les pauvres ont été ponctionnés : baisse des APL, augmentation de la CSG, désindexation des prestations sociales, augmentation misérable du SMIC au 1<sup>er</sup> janvier (12 centimes brut par heure) et suppression de l'augmentation annoncée pour le 1<sup>er</sup> juillet, disparition de 100 000 contrats aidés en 2018 (et 130 000 en 2019), suppression de crédits aux services sociaux et aux associations. Macron pense reconquérir sa popularité perdue en annonçant un « plan pauvreté ». Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, et le plan pauvreté n'éradiquera pas la pauvreté. Beaucoup de mesures annoncées ne consistent qu'à redéployer des mesures existantes et des crédits. Ainsi, selon l'institut



ministériel France Stratégie, avec le revenu universel d'activité, il y aura autant de gagnants que de perdants (3,55 millions de ménages !). La réalité c'est que Macron prétend vider avec une cuillère, et quelques mesurées, l'océan de la

pauvreté et de la précarité que lui et ses prédécesseurs n'ont cessé de remplir par leur politique au service du patronat. Loin d'annoncer un « virage social » ou le rééquilibrage d'une politique en faveur du Capital et des plus riches, le

plan pauvreté accompagne la généralisation de la pauvreté et de la précarité qu'organise l'exécutif. Le « revenu minimum universel » annoncé par Macron n'est ainsi rien d'autre qu'un filet social de survie, venant remplacer les droits sociaux existants : retraites qui vont être réduites massivement par la réforme en préparation, accès aux soins de plus en plus difficile, réduction et durcissement de l'indemnisation du chômage... « L'État providence » voulu par Macron a la visage très ancien de la mise au travail forcé pour un salaire de misère, et dans n'importe quelles conditions, de toutes celles et ceux qui sont en état de travailler, et d'une assistance misérable accordée sous condition aux plus pauvres, pendant que les plus riches ne cessent de s'enrichir.



DR

de Sécurité sociale. En raison de cet excédent, « l'obligation de compensation intégrale de toute mesure de réduction ou d'exonération de cotisations de sécurité sociale par le budget de l'État » (article 137-7 du code de la Sécu), appliquée à 90%, sera totalement supprimée. Le gouvernement pourra ainsi puiser dans le budget de la Sécu, différent de celui de l'État depuis 1945. Un rapport commandé par le gouvernement préconise la « solidarité » entre l'État et la Sécu. Au nom de cette « solidarité », il est déjà annoncé que, dès 2019, les exonérations de cotisations et le CICE ne seront plus que partiellement compensés.

### L'État pille la Sécu et veut imposer toujours plus d'austérité

Les excédents sont oubliés dans les projets du gouvernement : les retraites

à points, la modulation des allocations familiales ont pour objet la réalisation d'économies. Les malades devront aussi se serrer la ceinture : une mission de réflexion sur les arrêts de travail est créée, des députés macroniens envisagent 4 jours de délai de carence dans le public et le privé. Le PLFSS de 2019 va probablement annoncer le « remboursement avec zéro reste à charge » de l'optique, des prothèses auditives et du dentaire dans le cadre d'un « panier de soins maîtrisé ». C'est une tromperie. Pour en disposer, il faudra être bénéficiaire d'une mutuelle, d'une assurance, ou de la CMU complémentaire. Les assuréEs devront payer l'augmentation des tarifs de toutes ces complémentaires, ainsi que les dépassements d'honoraires, les forfaits et les franchises sur les soins et les

prestations qui ne seront pas incluses dans le panier de soins.

Le gouvernement envisage aussi de supprimer l'URSSAF, l'organisme de Sécu qui recouvre les cotisations. Le ministre de l'Action et des Comptes publics, G. Darnaudin, a en effet annoncé dans un discours à Bercy, le 11 juillet, que « dans ce mandat nous devons opérer le rapprochement, entre le recouvrement réalisé au sein des sphères de l'État et la sphère sociale par la constitution d'une agence unique du recouvrement ». La Sécu sera un organisme d'État réduit à la « solidarité », un filet de sécurité envers les plus démunis, tandis que les groupes de protection sociale de plus en plus dominés par les assurances privées continueront à se développer avec l'objectif de se substituer à la Sécu. Le danger se rapproche...

S. Bernard

**Les Nôtres****Gisèle Felhendler**

DR

*C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris ce lundi matin le décès de Gisèle Felhendler. Militante du NPA dès sa fondation, elle avait ensuite rejoint Alternative libertaire.*

**G**isèle se consacrait inlassablement aux luttes antiracistes et anticolonialistes. Organisatrice infatigable de la Semaine anticoloniale, sans elle cet événement phare de la lutte anti-impérialiste n'aurait sans doute jamais pu avoir lieu. Elle laissera le souvenir d'une militante déterminée, convaincante, unitaire, toujours souriante. Elle exprimait plus que quiconque cet « optimisme de la volonté » de celles et ceux qui résistent, qui ne lâchent rien. Souvenons-nous de son enthousiasme quand, au côté des camarades sans-papiers, nous avons ouvert rue Beaudelique le ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers ! Souvenons-nous de sa détermination quand nous n'avons pas plié devant l'interdiction de manifester notre colère en 2016 contre les bombardements de Gaza par l'armée d'occupation israélienne ! Souvenons-nous encore de son implication dans le soutien à Georges Ibrahim Abdallah pour lequel elle avait œuvré afin qu'il lui soit attribué le prix Frantz Fanon, en 2014, à l'occasion de la Semaine anticoloniale. Souvenons-nous finalement de sa bonne humeur, de sa tendresse et de ses enthousiasmes en tout genre lorsqu'on la croisait dans les concerts, dans les bars ou les manifs. Gisèle, tu resteras dans nos cœurs pour toujours, et pour toujours un exemple pour celles et ceux qui continuent le combat !

**P**our qui en douterait, la campagne européenne est bel et bien lancée. Il est en effet difficile de ne pas voir, dans les appels du pied lancés par la direction du PCF, la volonté de sortir le parti de son futur solo électoral depuis que Mélenchon et La France insoumise (LFI) lui ont tourné le dos. Le PCF a encore un large milieu, comme le montrent une nouvelle fois les allées très fréquentées de cette fête de l'Humanité et les débats organisés, notamment à l'Agora de la fête. Pour autant, depuis la fin en eau de boudin du Front de gauche et les fâcheries, souvent sur la place publique, avec Mélenchon, le parti a du mal à rebondir et à enrayer un déclin engagé maintenant depuis plusieurs décennies. Aussi, en l'absence des députéEs de LFI froissés par un tweet de Ian Brossat (tête de liste du PCF pour les européennes), Pierre Laurent s'est employé à tendre la main à qui veut bien s'en saisir.

Le secrétaire du PCF a développé de façon un peu nouvelle la question écologique, la défense de la planète étant contradictoire avec le système capitaliste : « *La concurrence ne vaut rien pour la planète. [...] Il ne faut pas séparer combat écologique et social.* » Si cela est tout à fait juste, on ne pourra s'empêcher de penser que ces considérations, qui ont structuré toute la première partie du discours de Pierre Laurent, ne sont pas dénuées d'arrière-pensées (Génération-s et EELV étaient tous deux bien représentés lors de ce discours). De plus, si le constat est juste, les réponses sont, comme bien souvent, très en deçà des mesures de rupture indispensables pour construire « l'écommunisme » dont s'est revendiqué Pierre Laurent samedi : de nouveaux droits à une alimentation de qualité, à des transports non polluants, oui, mais comment ?

Au-delà des références à la « mythologie » du PCF, cette année Ambroise Croizat et une Sécurité sociale posée en acte communisme, le parti a bien du mal à définir une orientation. Orphelin, à la fois en raison de la fin du Front de gauche et de la quasi-disparition du partenaire historique socialiste, sous la pression de l'influence de La France insoumise, Pierre Laurent dit

**Pour le PCF, c'est quand qu'on va où ?**

*Si cette nouvelle fête de l'Humanité a une fois de plus aligné une affiche musicale de qualité, le PCF, à quelques semaines d'un congrès important, a plus de difficultés à composer... Ainsi, lors de son discours de samedi dernier, la partition de Pierre Laurent était un peu hésitante, entre « nouvelle » thématique écologiste et recherche (désespérée ?) de partenaires...*



Photos PHOTOHÈQUE ROUGE / JMB

ne pas se résoudre à la division « à gauche », et veut son parti « ouvert aux coopérations politiques ». Mais, en l'absence de contenus programmatiques précis, tout cela reste pour le moins bien hypothétique.

**Le NPA à la fête !**

Si Pierre Laurent a fait attention à ne pas attaquer de front Mélenchon et LFI, les militantEs et sympathisantEs avec qui nous avons pu discuter dans les allées de la fête (en particulier devant le stand du NPA), étaient plus directs... Ainsi revenait le sentiment de s'être fait avoir (une nouvelle fois ?) en ayant servi de marchepied à un dirigeant venu du PS, avec des critiques pour le moins appuyées concernant ses positions souverainistes ou protectionnistes, ou celles portant sur les migrantEs. À tout cela s'ajoutaient dans les discussions une vague aspiration à « l'unité », la volonté d'être « ensemble », le regret de la « division » qui, à la différence de la période du Front de gauche, n'était pas tournée de façon agressive contre le NPA...

C'est dans ce contexte que, comme chaque année, nous avons tenu un stand durant les trois jours de la fête, avec en point d'orgue la journée de



samedi. Dans le tract que nous avons distribué devant notre stand, nous avons écrit qu'« *il faudra un grand mouvement de grève, de nombreux secteurs, qui bloque l'économie et oblige patronat et gouvernement à reculer.* » C'est en particulier pour cela que nous avons organisé un forum des luttes et des résistances où ont pris la parole devant un public nombreux des militantEs de différents secteurs (une cheminote de la région parisienne, une militante à l'hôpital de Toulouse, un postier en

grève du 92, deux jeunes mobilisés contre la sélection et la répression) ainsi qu'un membre du collectif des sans-papiers Paris 20<sup>e</sup>. C'était aussi le sens de l'intervention de Philippe Poutou, largement consacrée à cette rentrée contre l'offensive macroniste. À ses côtés, Olivier Besancenot l'avait précédé en rappelant notamment ce que l'internationalisme signifie en matière de solidarité avec les migrantEs : pas de place pour les hésitations, encore moins pour des reculs devant la pensée réactionnaire. Accueillir ici, cela signifie bien que personne ne peut imposer de rester là-bas, de ne pas bouger... Car comme nous l'avons aussi écrit dans notre tract, « *il faut clarifier un certain nombre de positions politiques à gauche. [...] Il faut nous battre pour gagner la liberté de circulation et d'installation pour les migrantEs.* » Remercions ici celles et ceux qui sont venus nous présenter leur travail lors de rencontres-signatures passionnantes, devant un public qui n'a pas manqué à l'appel : la blogueuse, autrice de BD, féministe (et révolutionnaire !) Emma, qui nous avait déjà fait partager ses engagements lors de notre dernière université d'été ; la sociologue Monique Pinçon-Charlot et le dessinateur Étienne Lécroart qui nous ont présenté leur dernière œuvre commune – à la fois informative et drôlesse – consacrée au procès Cahuzac qu'ils ont suivi de très près. Enfin, nous ne serions pas complets si nous omettions de parler du succès des deux soirées musicales de vendredi et samedi, « Marx, Engels, Lénine et Beyoncé », devenues un rendez-vous politico-disco (à moins que ce ne soit l'inverse...) incontournable. Car, comme le disait une autre Emma (Goldman), « *si je ne peux pas danser, je ne veux pas prendre part à votre révolution.* »

À l'année prochaine !  
**Manu Bichindaritz**

**Souscription****Engager la campagne financière comme une campagne politique**

**L'Anticapitaliste la revue**  
Le n°100 est disponible



**Vous pouvez vous le procurer** en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste**, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

*La campagne financière du NPA est lancée, mais il reste à la faire savoir et à en faire une véritable campagne politique tournée vers l'extérieur.*

**N**ous n'avons pas l'habitude de réaliser ce type de campagne, car nous lions toujours les moyens financiers que nous recherchons à des objectifs militants. Il ne s'agit pas pour nous de récolter de l'argent pour lui-même, mais pour l'utiliser de façon utile.

**Crise politique**

Notre campagne financière est une réponse à une situation de crise politique sur le plan européen et national. La crise européenne est perceptible par les désaccords qui s'expriment entre les dirigeants des puissances dominantes en Europe, la France et l'Allemagne, et les puissances capitalistes périphériques qui tentent de



conquérir de plus grandes marges de manœuvre. À nous de montrer que contester l'Union européenne peut se faire à gauche, pas par le nationalisme, mais par un programme de rupture anticapitaliste et internationaliste.

À nous aussi de montrer que, face à Macron, une voie alternative est possible en prolongement des mobilisations sociales, pour un retour des mobilisations et l'affirmation d'un parti pour renverser le système. Car, pour l'instant, les sondages sont plutôt alarmants : pour les prochaines européennes, LREM et le RN sont au coude à coude à 21,5 et 21% des intentions de vote. La gauche, toutes tendances confondues (même le PS...), plafonne à 27,5%, La France insoumise étant bloquée à 12,5%. Comme on pouvait le prévoir, la défaite des mobilisations de l'an dernier, même si elle ne démoralise pas les militantEs, pèse sur les consciences.

**Construire une perspective alternative**

On sent autour de nous une recherche de réponses politiques à la situation. La réussite de notre dernière université d'été est un révélateur de cette situation : la FI n'apparaît plus comme une solution idéale en raison de son

échec à la présidentielle, de son discours toujours plus désastreux sur les migrantEs, et de son incapacité à proposer une politique constructive dans les mobilisations du printemps dernier, où elle a été à la traîne des activités unitaires. Il y a donc un espace pour les révolutionnaires pour reconstruire une perspective alternative, claire sur les questions de migration, d'écologie, sur les licenciements, proposant une politique unitaire pour les luttes et des éléments de rupture avec la propriété privée et l'État capitaliste, une planification écosocialiste. Notre campagne financière ne peut qu'être l'expression de cette volonté. Pour cette raison, nous allons dans les prochaines semaines contacter notre sphère sympathisante, toutes celles et tous ceux qui sont proches de nos idées, pour leur proposer de donner à notre souscription, et organiser des réunions publiques et meetings sur la rentrée sociale et l'opposition à Macron et à l'Europe forteresse.

**Essai**

**Dix ans d'Action directe, de Jann Marc Rouillan**

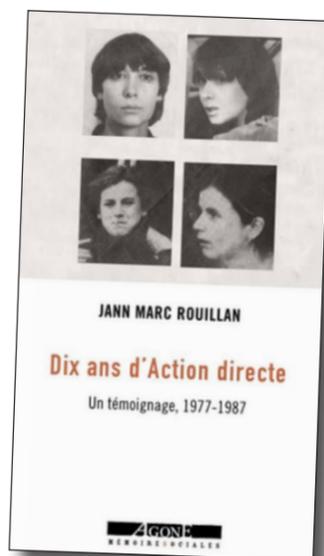
Agone, 2018, 412 pages, 22 euros.

*Libéré des contraintes du contrôle judiciaire qui lui interdisait, entre autres, de s'exprimer sur les faits pour lesquels il avait été condamné, Jean-Marc Rouillan nous livre un témoignage essentiel: celui d'un des cofondateurs d'Action directe.*

Chroniquant une interview de Jean-Marc à l'occasion de la sortie du livre, *Libération* ne peut s'empêcher de titrer: «Jean-Marc Rouillan livre sa saga sanglante». Preuve que l'entreprise de délégitimation et de dépolitisation de la question de la violence du mouvement révolutionnaire a encore de beaux jours devant elle... On se souviendra ainsi du titre du même journal à l'occasion de l'exécution par la RAF (Rote Armee Fraktion, Fraction armée rouge) de l'ancien nazi Hans-Martin Schleyer, devenu chef du patronat allemand: «RAF-RFA, la guerre des monstres».

de juin 1982. Action directe décide alors de frapper les représentations en France du FMI et de la Banque mondiale. On ne peut cependant réduire Action directe à un groupe de lutte armée clandestin. La plupart de ses membres sont issus du mouvement autonome et du mouvement libertaire, beaucoup avant leur clandestinité ont mené des batailles syndicales, des grèves au sein de leurs entreprises. Après l'amnistie arrachée à Mitterrand en 1981, l'orientation prioritaire d'AD était l'implantation dans les quartiers populaires, notamment dans le quartier Barbès

où l'organisation tenait plusieurs squats politiques et d'habitation, en coordination avec des camarades d'organisations turques. Cette expérience riche fut interrompue par la répression policière qui ne cherchait qu'à criminaliser les camarades depuis leur sortie de prison. Dans la dernière partie du livre, Jean-Marc amorce un retour critique, et invite à un débat collectif: «Nous avons échoué. Il est impossible de le contester. Mais il est essentiel de se pencher sur la nature de cet échec. Les critiques doivent être examinées. Et des enseignements tirés ensemble.» **Alain Pojolat**



**Jean-Marc Rouillan** présentera son livre à la **librairie La Brèche** le vendredi 21 septembre à 18h.

**Continuons le débat!**

Ce livre en dérangera plus d'un. En premier lieu les flics, les juges, et la plupart des journalistes qui, depuis quarante ans, ont participé au black out et à la désinformation sur Action directe (AD). Il dérangera également celles et ceux qui, par opportunisme ou par inconséquence, n'ont pas levé le petit doigt lorsque la répression de l'État a frappé durement les camarades d'AD, et ont entretenu la légende d'un petit groupes d'allumés sans histoire et sans légitimité. Méthodiquement, Jean-Marc égraine la liste des actions revendiquées par AD, de la première – le mitraillage du CNPF (Conseil national du patronat français, ancêtre du Medef) le 1<sup>er</sup> Mai 1979 – jusqu'aux arrestations de Vitry-aux-Loges en février 1987, qui mirent un point final aux actions de l'organisation. Le nombre des actions est impressionnant, la logistique déployée également. Le nombre de camarades impliqués dans la préparation et la réalisation des actions démonte définitivement la légende du «petit groupes d'activistes coupés des masses». Mais ce qu'on retiendra surtout de cette lecture, c'est le caractère internationaliste et anti-impérialiste de ce combat. Un exemple parmi d'autres: la campagne contre la tenue du G7 à Versailles

**Essai**

**La possibilité du fascisme, d'Ugo Palheta**

La Découverte, 2018, 276 pages, 17 euros.

La Possibilité du fascisme n'est pas un livre sur l'extrême droite, ni un livre sur le Front national. Il s'agit bien d'un ouvrage consacré aux conditions de possibilité, passées, présentes et futures de l'émergence d'un courant fasciste de masse, voire d'un pouvoir fasciste, considéré non comme une hypothèse mais comme une possibilité.

**Alerter sans verser dans le fatalisme**

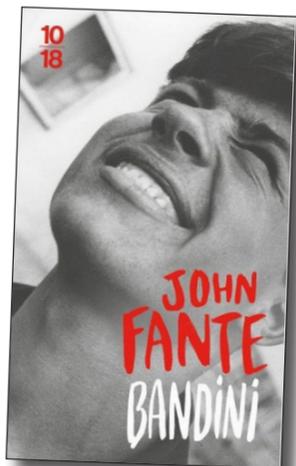
L'approche d'Ugo Palheta est marxiste. Après une première partie destinée à situer l'objet de son travail – le «fascisme» –, en s'en prenant notamment au concept de «populisme», creux et confusionniste, l'auteur s'attache à étudier les conditions concrètes dans lesquelles les courants se situant dans la matrice fasciste, au premier rang des-



quels le FN, qualifié de «néofasciste», ont pu se développer en France: crise économique et

catastrophe sociale due aux recettes néolibérales, abandon des classes populaires par la gauche, durcissement autoritaire de l'État, construction d'un consensus national-raciste. Une tendance de fond qui ne s'est pas arrêtée avec l'élection de Macron, bien au contraire, tant celui-ci est davantage un symptôme de la crise d'hégémonie des partis traditionnels de la bourgeoisie qu'une solution à cette crise, laissant la porte ouverte aux solutions fascistes, qui se cristallisent aujourd'hui dans le FN, étudié dans la dernière partie du livre. Un ouvrage utile et informé, qui alerte sans verser dans le fatalisme, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir très prochainement dans nos colonnes autour d'une interview d'Ugo Palheta. **J.S.**

**Roman**



10/18 a réédité au printemps sept livres de John Fante. L'initiative est excellente et permettra à une nouvelle générations de lectrices et de lecteurs de découvrir les romans et nouvelles de l'écrivain étatsunien.

**Bandini, de John Fante**

Éditions 10/18, 2018, 254 pages, 7,10 euros.

John Fante est né en 1909 de parents immigrés italiens. Ses fictions auront toutes pour cadre le Colorado où il a grandi, Los Angeles et Hollywood, où Fante sera un scénariste reconnu après guerre. Jusqu'à sa mort en 1983, l'écrivain creuse inlassablement le même sillon avec son personnage Arturo Bandini, qui fait avancer la charrue. Et avec quelle énergie! Dans ce premier roman publié (1928), Arturo a 14 ans, il est l'aîné de trois garçons. «Pleins de vie», comme le dit si justement un autre titre réédité.

**Arturo, fils de «poseur de briques» italien**

Fils enragé d'un maçon qui a lui-même mangé de la vache enragée! L'hiver est rude à Boulder dans les années 1920, et Svevo, le père, est

dans un drôle d'état: c'est que le Nouveau monde qui devait apporter un nouvelle vie n'a pas tenu tout à fait ses promesses... Et puisqu'il n'a pas été touché par la grâce divine, c'est du jeu qu'il attend des miracles... Arturo voit tout.

**Et Arturo, fils de Maria, mère dolorosa**

La très pieuse Maria, elle, ne se contente pas de croire aux miracles, elle en réalise. Même quand le garde-manger est vide, les garçons auront mangé avant l'école. Dans le silence, dans la prière, elle endure. Ce regard de la mère, la condescendance que leur condition inspire: Arturo comprend tout, et sa pauvreté est une humiliation qui le fait exploser de colère. Une poule en fera les frais. Elle ne sera pas la seule.

**Bandini l'enragé, un fou d'amour**

Fante nous raconte dans ce roman comment toute la vie psychique du jeune Bandini est structurée par son éducation catholique, le péché, la culpabilité et la lutte contre le sentiment de culpabilité avec ses explosions phénoménales. On rit aux éclats. On est ému aux larmes aussi, quand Arturo raconte comment sa mère s'enfonce dans la dépression: il voit tout, là aussi, avec les yeux de l'amour. Les yeux grands ouverts. La littérature comme moyen de connaissance, on le savait! Bandini trouvera les mots à adresser à sa maman. Et que dire de Bandini amoureux? De Bandini qui ramasse la neige qui a recueilli la trace de Rosa sa bien-aimée?

**Bandini, notre maître!**

Charles Bukowski a reconnu en John Fante un de ses maîtres. La Beat Generation leur est redevable. Nous recommanderons également «Demande à la poussière», sans doute le chef-d'œuvre de John Fante. **Fernand Beckrich**

**Cinéma**

**Shéhérazade, de Jean-Bernard Marlin**

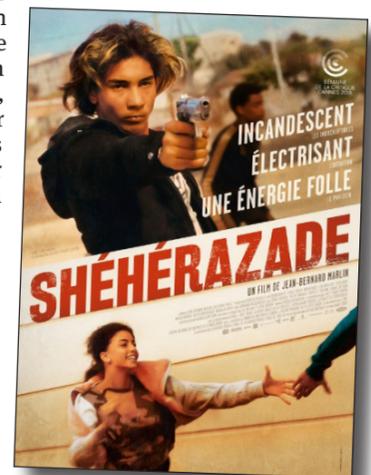
Film français, sorti le 5 septembre 2018, 1h52.

Si l'été 2018 a été catastrophique du point de vue de la fréquentation des salles pour le cinéma français, la onzième édition du Festival du film francophone d'Angoulême a rencontré fin août un grand succès public avec plus de 40000 entrées. Surtout, on y a vu des films avec un fort sens social ou politique tels *le Poulain* de l'auteur de BD Mathieu Sapin (sortie prévue le 19 septembre) ou *Tout ce qu'il me reste de la révolution*, de Judith Davis (sortie prévue en janvier 2019). Le film *Shéhérazade* (en salle depuis le 5 septembre) a, quant à lui, reçu le Valois de Diamant – la plus haute récompense, la «palme d'or» angoumoisine.

**Une œuvre forte et généreuse**

Certains ont pu dire ou écrire: «Encore un film sur Marseille, sa jeunesse paumée et délinquante, ses quartiers difficiles, ses trafics, sa violence». C'est vrai qu'il y a tout ça dans ce film, où les acteurs ne sont pas des professionnels mais des jeunes issus des quartiers et ayant connu les problèmes abordés par le scénario (délinquance, foyer, prison, prostitution). Ils s'expriment dans un langage métissé d'argot français et arabe, où le Coran est évoqué comme un mot de passe vidé de son sens et répété sans cesse.

Pourtant il ne s'agit pas d'un documentaire mais d'un grand film, sensible, sur le respect des femmes et sur l'amour en milieu hostile. L'histoire nous plonge en effet dans un milieu machiste où une «prostituée» ne peut être qu'un objet de domination et de mépris, avec qui tout



est permis, même le viol. Mais pas le respect et l'amour. Zac, 17 ans, sort de prison et rencontre Shéhérazade, 16 ans. Elle se prostitue et partage une chambre avec un transsexuel. Le couple Zac-Shéhérazade se forme à l'aveuglette. Elle se refuse d'abandon à lui, et lui vole même sa barrette de shit. Il la retrouve. Les deux adolescents s'expliquent et, peu à peu, se forme un couple. Elle se vend, il surveille ses clients, encaisse l'argent. L'amour gagne du terrain et fait son œuvre. Ils redécouvrent ensemble l'espoir, leur jeunesse volée. La situation devient insupportable et leur entourage mafieux veut casser le couple. Pour s'en sortir et espérer voir la lumière, Zac va devoir briser les codes. Ceux de la «famille», de la mère adorée comme ceux du milieu. Dès lors, avec la montée des périls, commence un polar violent et réaliste où chacun va devoir choisir son camp. À ce titre, la scène du tribunal ne laisse rien prévoir l'attitude finale des protagonistes et du prix à payer.

Jean-Bernard Marlin, le réalisateur, a construit une œuvre forte et généreuse, qui parvient à nous faire rêver et à nous amener loin de la misère, pourtant le sujet du film. Un petit exploit cinématographique!

**Sylvain Chardon**

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**

**librairie**  
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

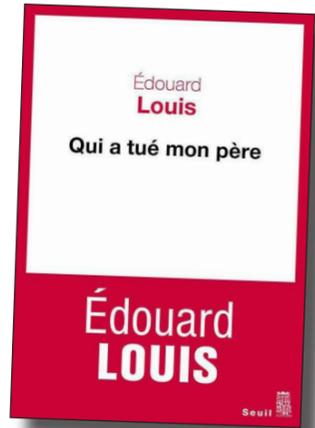
# « Les forces sociales qui produisent la violence te poussent à l'exercer toi aussi »

Le titre de ton dernier livre est *Qui a tué mon père, sans point d'interrogation. Tu as donc la réponse à cette question qui n'en est pas une. En revanche, dans le livre lui-même, il y a beaucoup de points d'interrogation, tu (te) poses beaucoup de questions, contrairement à ce qui était le cas de ton premier ouvrage, En finir avec Eddy Bellegueule, qui semble paradoxalement beaucoup plus assuré.*

Oui c'est vrai. Déjà, j'ai changé. Ensuite, la personne que je décris dans *Qui a tué mon père*, c'est-à-dire mon père, a changé aussi. Cela crée un rapport différent à la réalité, un rapport différent au monde... *Qui a tué mon père* commence sur ce retour, je retrouve mon père après quelques années sans l'avoir vu, une histoire de transfuge de classe : je suis quelqu'un qui a grandi dans un milieu où les gens ne faisaient pas d'études, toute ma famille a arrêté l'école très jeune, à 14 ou 15 ans ; mes parents n'ont jamais pu quitter le village dans lequel j'ai grandi, un petit village du nord de la France que je décris dans *En finir avec Eddy Bellegueule* ; et moi, pour plein de raisons compliquées, j'ai miraculeusement pu faire des études, j'ai étudié la philosophie, la sociologie, j'ai commencé à écrire des livres, je suis venu vivre à Paris... et donc la communication avec ma famille est devenue assez difficile à cause de cette distance de classe entre nous. Il y avait une forme de violence objective entre nous : on ne parlait plus le même langage, on n'avait plus les mêmes manières de penser... Et donc j'avais arrêté de voir ma famille pendant plusieurs années, parce qu'on n'y arrivait plus, on n'arrivait plus à se parler. On ne se connaissait plus.

Mais au bout de quelque temps j'ai revu mon père, et c'est là que commence le livre. J'ouvre la porte et là je vois que mon père, qui est très jeune, il a 50 ans, a le corps tout simplement détruit : il ne peut plus marcher, il ne peut plus respirer sans une machine, il a plein de gros problèmes de santé, sans avoir de grave maladie, de cancer, etc. Et l'état de son corps est tout simplement dû à la vie qu'il a eue, qui lui a été imposée par la société, par le monde social... Et donc c'est pour ça que le rapport à mon père a changé par rapport à *En finir avec Eddy Bellegueule*, car ce n'est plus le même père que je retrouve, ce n'est plus le même homme que je retrouve. J'ai changé, et il a changé aussi. Durant toute mon enfance, mon père a voté pour le Front national, maintenant il vote à gauche, et bien d'autres choses... *Qui a tué mon père* c'est donc un moyen de redécouvrir cet homme, à travers aussi l'état dans lequel est son corps : ça a ouvert des failles en lui, ça m'a permis de voir des choses que je n'avais pas vues avant. La transformation de son corps l'éloigne d'un certain nombre de rôles sociaux liés à la masculinité, parce qu'il ne peut tout simplement plus les jouer : il ne contrôle plus son corps, il n'a plus de pouvoir sur son corps. Donc s'il n'y a pas de point d'interrogation au titre c'est parce que, dès que j'ai ouvert la porte et que je l'ai vu, j'ai tout de suite pensé Sarkozy, Chirac, Hollande, à leurs décisions, à ce qu'ils ont fait. car ces souvenirs des politiques qui ont eu un impact violent sur la vie de mon père, sur son corps, ce sont des souvenirs très précis. Je n'ai pas eu besoin de produire une construction intellectuelle et politique à posteriori pour

Nous publions un extrait d'un (long) entretien que nous avons réalisé avec **Édouard Louis** à l'occasion de la parution de son dernier livre, *Qui a tué mon père*. Une version longue de cet entretien sera publiée dans la revue mensuelle L'Anticapitaliste datée d'octobre.



me dire que l'état du corps de mon père est dû à la politique, au fait que les classes dominées ont un corps plus impacté par la politique que les classes dominantes parce qu'elles ne sont pas protégées par l'argent, par le capital culturel... Je n'ai pas eu besoin de refaire cette construction parce que, pour moi, la politique représentait des souvenirs aussi personnels qu'une conversation avec mon père, qu'une balade en voiture, qu'un souvenir d'enfance avec lui, ce que ma mère me disait de leur histoire d'amour... Je me souviens par exemple, quand on était enfants, lorsqu'on est passé du RMI au RSA, que mon père a été harcelé pour retourner au travail, que la surveillance auprès des personnes sans emploi a été multipliée par 100 pour les contraindre à retourner au travail à tout prix. Je m'en souviens, je m'en souviens très personnellement : les institutions qui contactaient mon père, qui l'appelaient, qui lui envoyaient des courriers, pour lui dire que s'il ne retournerait pas au travail il allait se faire supprimer ses allocations et qu'il allait mourir de faim. Ce sont des souvenirs très personnels et donc, en le voyant, je savais.

**À l'arrivée, on a donc une écriture qui donne à voir moins d'assurance que dans ton premier livre, des hésitations, des tâtonnements, des interrogations, des doutes... qui mettent d'autant plus en valeur les certitudes de la fin du livre quant à savoir qui sont ceux qui ont tué ton père. Finalement on a l'impression**

**que tu sais beaucoup mieux qui a tué ton père que qui est ton père.**

Exactement. Le sujet est différent, *En finir avec Eddy Bellegueule* était beaucoup centré sur mon enfance, mon parcours, et là le livre est principalement à propos de mon père. Et c'est un des points de départ du livre : je ne connais pas mon père. Je ne connais pas cet homme, j'ai vécu 15-16 ans avec lui, mais je ne connais rien de lui, je ne sais pas ce qu'il ressent dans son corps, je ne sais pas ce qu'il a été avant, je ne sais pas ce qu'il a fait dans sa jeunesse... J'ai même découvert très tard que mon père avait pu être jeune à un moment de sa vie, qu'il avait pu avoir tout ce que l'on peut associer à la jeunesse, cette envie de partir, de fuir, de transgresser, de ne pas être happé par les forces de la reproduction sociale, même s'il ne l'aurait pas verbalisé de cette façon.

Ensuite, dans *En finir avec Eddy Bellegueule*, il était surtout question de sexualité, des femmes, du racisme, etc., alors que *Qui a tué mon père* est beaucoup plus axé sur la violence politique, la violence de classe qui s'abat sur les classes populaires, sur des gens comme mon père. Ce ne sont évidemment pas des phénomènes qui se contredisent ou qui s'affrontent : si j'avais envie de résumer en une phrase le fil conducteur de mes trois livres, ce serait de dire qu'il s'agit d'un questionnement autour du fait que l'on n'est pas seulement victime de la violence que l'on reçoit, mais aussi de la violence que l'on exerce. Dans *Qui a tué mon père* par exemple, je raconte qu'à cause de la domination masculine, mon père ne devait jamais dire « Je t'aime », parce qu'il devait être un vrai homme, un vrai dur. Il y a une idée de Bourdieu que je cite souvent, que je trouve très importante et très belle, qui consiste à expliquer que puisque l'on enlève tout aux classes populaires, capital économique, capital culturel, capital social, accès au voyage – mon père n'a jamais voyagé –, la seule chose qu'on leur laisse, et encore pendant pas très longtemps, c'est leur corps. Et donc il ne faut pas s'étonner s'il existe dans le milieu dans lequel j'ai grandi, chez des gens comme mon père, une idéologie de la force, du corps, de la masculinité, car c'est tout ce qu'il a, et

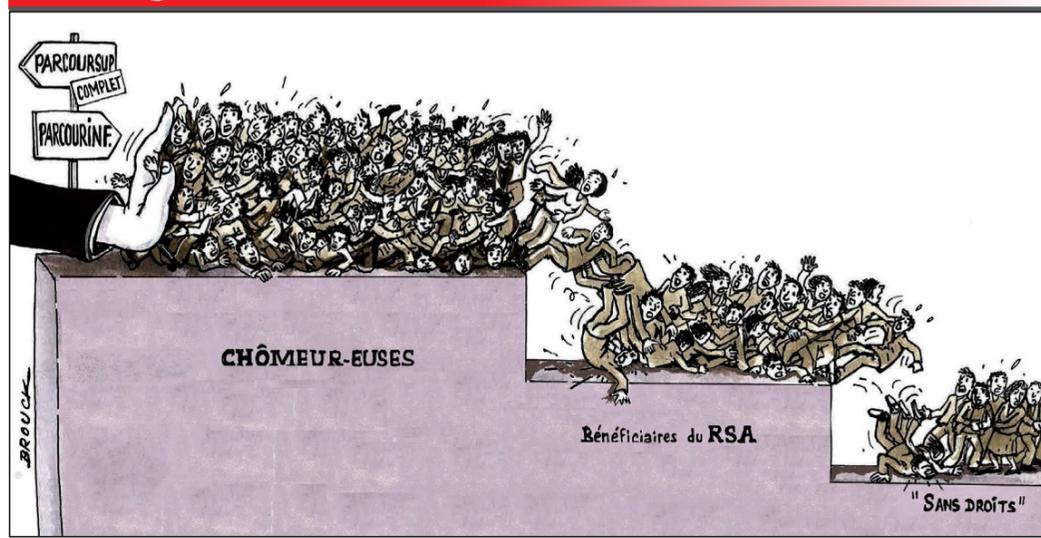
que l'on construit tous une idéologie autour de ce qu'on a, surtout si c'est la seule chose que l'on a... On est tous obligés de faire ça, c'est presque un mécanisme de survie. Il y avait donc à la maison une idéologie de la force, de la domination masculine, et au sein de cette idéologie un homme ne devait jamais dire « Je t'aime », il y avait une forme d'agressivité à l'égard des femmes, des gays, de toutes les personnes qui semblaient sexuellement « déviantes »... Et c'est à cause de ça que ma mère a quitté mon père alors qu'il l'aimait à la folie, et c'est probablement une des choses qui l'a détruit. C'est là que l'on voit que l'amour est aussi une question politique, une question de rapports sociaux : lutter contre la domination masculine, c'est aussi lutter pour la capacité à dire « Je t'aime », et à être sans doute moins malheureux. Mon père a été piégé dans la violence qu'il exerçait, qui était elle-même produite par une violence sociale qu'il subissait.

Ce sont tous ces phénomènes dont je parle dans mes livres. Cela concerne aussi le vote pour le Front national : mes parents votaient pour le FN parce qu'ils se sentaient abandonnés par la gauche, qui ne s'occupait pas d'eux, qui avait abandonné les classes populaires, qui ne parlait pas d'elles, et ils avaient l'impression que les seuls qui s'intéressaient à eux c'était le Front national. Voter pour le Front national est un acte violent, un acte d'hostilité contre les étrangers ou ceux qui sont perçus comme tels, contre les gays, contre beaucoup de gens... mais dans leur cas comme dans bien d'autres c'était la conséquence d'une violence sociale et politique qui est encore plus grande.

Ce que j'essaie de faire, c'est une double critique de la violence, en montrant que la violence est tellement puissante qu'elle n'est pas seulement reçue par les gens, les détruisant, mais qu'elle s'impose en eux, dans leurs corps : les forces sociales qui produisent la violence te poussent à l'exercer toi aussi, ce qui, à terme, détruit également. C'est une des choses qui a été mal comprise dans la réception de mes livres, peut-être moins, en tout cas je l'espère, avec *Qui a tué mon père*.

Propos recueillis par Julien Salingue

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**ÉCOLOGIE ET SYNDICALISME.** Les

garde-forestiers de l'Office national des forêts (ONF) organisent à partir de ce 17 septembre une grande marche à travers la France pour dénoncer l'industrialisation qui menace la gestion des forêts publiques. [...]

« Notre bien commun est en danger », alertent les responsables syndicaux de l'Office, qui ont enchaîné les grèves et les manifestations ces derniers mois. Le 17 mai 2018, une manifestation a rassemblé plus de 1000 fonctionnaires et salariés de droit privé de l'ONF dans plusieurs villes de France. Le mouvement, même s'il peine à se faire entendre, reste déterminé et bien structuré autour d'une intersyndicale solidaire.

C'est au tournant de l'an 2000 que l'institution forestière française entame sa mue néolibérale. [...] Ce changement imposé dans la manière d'aborder la forêt, le professionnel le ressent comme une perte de sens. « Nous avons perdu ce qui faisait notre fierté : le regard global sur la forêt, la polyvalence et la diversité de notre métier. Nous devenons de simples techniciens. C'est une forme pernicieuse de taylorisme. » Cette tendance productiviste s'est accompagnée de coupes claires dans les effectifs. Entre 2002 et 2016, un quart des effectifs a été supprimé, rappelait le directeur de l'ONF, Christian Dubreuil, devant le Sénat en mars 2018. [...] En 2012, un audit interne commandé par l'ONF révélait « une situation préoccupante » sur le plan social, « ainsi que du point de vue de la santé psychologique des personnes ». Seuls 16 % du personnel disaient alors avoir confiance en la direction générale. Les trois quarts jugeaient les réformes de manière négative. Bref, une situation de défiance.

Pire, l'étude montrait les traumatismes que la mutation de l'office a engendrés : démotivation au travail, niveau de stress élevé, perte de sens, risque important de troubles psychosociaux, perte de repères, sentiment d'isolement... [...]

Le feu qui couve à l'ONF pourrait donc très bien se répandre. « Nous devons dépasser les corporatismes pour créer un mouvement large de défense des forêts », dit un syndicaliste. Une association, SOS Forêt, s'est justement créée il y a cinq ans pour rassembler citoyens, associations environnementales et professionnels du bois. Pour Jérôme, le jeune agent de l'ONF, « il y a quelque chose d'inédit qui s'invente ici. Une forme d'écologie sociale qui relie les luttes syndicales aux questions environnementales, qui pose la question de l'emploi autant que celle de la préservation des écosystèmes. Les forêts, ce sont les luttes de demain. »

Gaspard D'Allens, « Les agents de l'ONF lancent un mouvement contre la marchandisation des forêts françaises », Bastamag, 17 septembre 2018.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)